



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

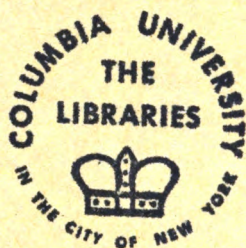
COLUMBIA LIBRARIES OFFSITE



CU56669933

335 So17

Socialisme en 1850;



GENERAL
LIBRARY

LE SOCIALISME EN 1850

Paris. — Typographie Dondey-Dupré, rue St-Louis, 46, au Marais.

LE SOCIALISME EN 1850

LETTRES

SUR LES

RÉUNIONS ÉLECTORALES

DU PARTI SOCIALISTE.



PARIS

GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES, PALAIS-NATIONAL.

1850

335
335
50

25 Mar 04 672

3/8.25

1904

FEB 5

Ces lettres sur les réunions socialistes ont paru jour par jour dans *le Constitutionnel*. Je les publie, revues et remaniées. Il y a là, si je ne me trompe, une page curieuse de l'histoire contemporaine.

Les élections du 10 mars 1850 marqueront dans les annales de la Révolution de 1848. Elles ont donné une victoire partielle au socialisme par les efforts d'une coalition qui a réuni sous le drapeau de la démagogie tous les conspira-

teurs de la veille et du lendemain, des ambitieux tombés du pouvoir, des impatients aigris par leurs précédentes défaites, et à leur suite une fraction de la bourgeoisie égarée par des sophismes et oublieuse du passé.

Le parti modéré n'a pu triompher de cette ligue; mais du moins on l'a retrouvé, uni et résolu, auprès de l'urne électorale. Il a su égaler la discipline de ses ennemis. S'il doit regretter des défections, il peut s'enorgueillir de conquêtes nouvelles. Des milliers d'ouvriers, éclairés par l'expérience, ont prouvé par leur vote qu'ils étaient las d'être abusés et exploités par les Catilinas des carrefours. Les déserteurs de la cause de l'ordre déplorent aujourd'hui leur erreur. Les ouvriers qui se sont ralliés aux idées raisonnables peuvent voir maintenant, par la diminution des travaux dans les ateliers et par l'accroissement de la misère publique, qu'ils avaient sainement entendu l'intérêt véritable du pays.

Les élections du 10 mars ont rendu un autre service à la société : elles ont fait paraître au grand jour les espérances et les desseins de la démagogie. C'est dans les réunions électorales que le socialisme a ouvert son école. Il a parlé par la voix de ses orateurs ; il a dit son dernier mot. Maîtrisé par la loi, contenu par ses chefs, le socialisme a laissé entrevoir l'avenir qu'il nous prépare, si la faiblesse des bons citoyens lui livrait la France.

A ce titre, ces réunions électorales, où s'agitent pêle-mêle tant de passions et de calculs, fertiles en déclamations, semées d'épisodes burlesques, offrent un renseignement précieux, une étude utile. On y voit, on y entend, les capitaines et les soldats de l'armée révolutionnaire. On peut y recueillir les vœux et y apprécier les doctrines des casuistes rouges. Dans ce parti, les paroles valent les actes : le génie de la destruction inspire les unes comme les autres. Les réunions électorales de 1850 ont averti la so-

ciété une fois de plus, des périls qui la menacent, des complots qui la minent, et des passions qui épient ses défaillances pour la surprendre et pour en finir avec elle. Fasse le ciel qu'elle sache profiter de la leçon !

Paris, 16 février.

Monsieur le rédacteur,

Le parti socialiste s'occupe avec la plus grande activité des prochaines élections. Il organise les moyens d'action ; il aligne son armée, et il déploie cet ensemble et cette ardeur qui lui ont assuré parfois des victoires partielles. Dans chaque arrondissement, des réunions ont lieu : on y nomme un certain nombre de délégués. Ces délégués, qui seront au nombre de quinze par chaque arrondissement, formeront un comité central qui appréciera les titres des candidats et qui les désignera au choix des électeurs socialistes. Les meneurs influents du parti rouge

viennent solliciter par des discours et par des professions de foi les honneurs de la délégation.

Il y avait avant-hier à la salle Martel une de ces assemblées des électeurs socialistes. On y comptait environ trois mille personnes. La question d'une alliance avec les *Amis de la Constitution* et le parti du *National* a été débattue. Il s'agissait, dirent quelques émissaires des *Amis de la Constitution*, d'une fusion indispensable pour le salut de la République. D'ailleurs, ajoutait-on, tous les malentendus n'ont-ils pas cessé? Tous les républicains de la veille ne sont-ils pas désormais socialistes? Ces offres pleines d'humilité ont été dédaigneusement repoussées. De fougueux orateurs ont déclaré qu'il fallait rejeter toute alliance avec des ennemis qui prenaient le masque du socialisme. Les mots de *sépulcres blanchis*, de *faux frères*, de *renégats* et d'*hypocrites* ont été proférés. Et après de longs et véhéments discours, le projet de fusion a été rejeté à une immense majorité.

Une autre scène peut aussi servir à révéler l'esprit de ces réunions et les tendances du parti rouge. Un ex-avocat était venu solliciter l'assemblée pour obtenir d'être nommé délégué socialiste. Sa profession de foi avait été faite dans les termes les plus explicites. La réunion semblait favorablement disposée, lorsqu'un orateur demanda la parole pour combattre cette candidature. Il n'allégua qu'une seule raison. « Le préopinant, dit-il, a pris les armes dans les rangs de la garde nationale, lors des événements de juin 1848. Il a donc eu l'intention de combattre

les socialistes véritables, les vrais républicains. » Ce fut, à ces mots, une huée universelle, un *tolle général* contre le malencontreux postulant, dont la candidature tomba par terre. Les insurgés de juin, aux yeux du parti rouge, ne sont plus des enfants perdus de la démocratie, des impatients et des brouillons. La prise d'armes de juin est donc la levée de boucliers de l'armée socialiste. La république démocratique et sociale voue une rancune implacable à tous ceux qui se sont associés, même par leur présence, à la répression. Elle considère comme des ennemis les généraux, les soldats, les gardes mobiles, les gardes nationaux, qui ont lutté dans la rue contre l'insurrection de juin. On l'a bien fait voir tout récemment au général Lamoricière.

L'assemblée électorale du 9^e arrondissement a eulieu, pour ainsi dire, sous la voûte du ciel ; il lui avait été impossible de trouver un local approprié à cette destination ; aucun propriétaire n'avait voulu lui donner asile. On voit décidément que les propriétaires sont incorrigibles ! La réunion s'est réfugiée sous un hangar du boulevard Bourdon. Il a été difficile d'organiser le bureau. Quelques chandelles, sur une table grossière, éclairaient fort mal ce lieu ouvert à tous les vents. Deux ou trois cents spectateurs, les uns debout, les autres entassés sur des bancs, formaient le public.

La réunion a débuté par une scène assez piquante. Un orateur se lève : il postule les honneurs de la délégation. Dans un discours, émaillé de lieux

communs démocratiques et de déclamations sociales, il expose ses titres à la confiance de son auditoire. Cela marchait passablement ; deux ou trois passages fortement épiciés avaient été accueillis par des applaudissements. L'orateur, échauffé par cette approbation croissante, devenait de plus en plus éloquent. Il est interrompu soudain. — « Quelle est la profession du citoyen ? s'écrie une voix perçante. » — Il est avocat, répond le président d'une voix timide. — Avocat ! à la portel ! à bas les traltres ! au diable les bavards ! hurle d'un cri unanime l'assistance indignée. L'infortuné candidat remit en poche sa harangue et disparut. Un autre postulant lui succéda : — Votre profession ? fit l'auditoire avant qu'il pût prendre la parole. — Je suis *nettoyeur de chevaux*, dit fièrement le candidat, qui trouve sans doute que le mot palefrenier a une odeur aristocratique. Ce fut alors une acclamation générale de sympathie. Et le *nettoyeur de chevaux* fut élevé incontinent aux honneurs de la délégation.

La fusion avec le parti du *National*, avec les *Amis de la Constitution*, a été discutée, là comme à la salle Martel. Elle a eu le même succès. Les orateurs qui ont osé dire un mot en faveur de l'alliance ont été accablés de huées. Tous ceux qui ont conquis la bienveillance de l'auditoire ont à l'envi jeté l'anathème à ces néophytes de la République rouge, qui viennent, en se frappant la poitrine, renier leurs actes et demander le baptême socialiste. L'un d'eux, en parlant de ces nouveaux convertis, s'est élevé jus-

qu'à l'hyperbole : « Honte! s'est-il écrié, honte sur ces faux républicains de la veille, qui, après avoir proclamé la République le 24 février, l'ont reniée le quatrième mois de son existence, alors que ce soleil du monde a quitté le *signe des Gémeaux*, symbole de la fraternité, pour entrer dans le *signe de l'Ecrevisse*, symbole de la reculade. » Assurément, l'image est d'un goût plus que douteux. Nous devons constater qu'elle a eu le plus éclatant succès. Les applaudissements se sont renouvelés à cinq reprises.

Telle est la touchante sympathie qu'inspire aux vrais républicains de la veille, aux socialistes pur sang, cette nuance blafarde de l'opinion démagogique que *le National* a l'insigne honneur de représenter. La porte de l'Église socialiste lui reste impitoyablement fermée. Comme le disait un des orateurs les plus applaudis dans la réunion du boulevard Bourdon, il ne faut que des candidats *écarlates, bon teint et de date ancienne*.

Montrez-nous *patte rouge*, ou l'on n'ouvrira point.

II

17 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

Les réunions socialistes se multiplient; la plupart offrent, d'ailleurs, à peu près la même physionomie.

1.

Le nombre des assistants varie, il est vrai : nulle part il n'a atteint le chiffre formidable de la salle de la Fraternité, rue Martel, qui renfermait environ trois mille personnes. La commodité du local, l'état de l'atmosphère, la proximité des grands foyers de population influent tout naturellement sur le nombre des auditeurs. Là, d'ailleurs, comme naguères au club Blanqui pendant la lune de miel de la révolution de Février, les curieux, les spectateurs bénévoles, les bourgeois effarés et trembleurs composent une masse flottante dans le personnel de l'auditoire. Quand la salle est spacieuse et quand il y a des banquettes, l'auditoire grossit ; il diminue, au contraire, si le local n'est pas disposé de manière à ce que les spectateurs puissent bien voir et bien entendre. Alors, il ne reste plus guère autour du bureau, outre les candidats aux honneurs de la délégation, que la petite phalange des grognards du socialisme, des vrais vieux de la *veille*, race d'humeur acariâtre et de fibre tenace, qui résiste à toutes les intempéries, et qui demeure stoïquement étrangère à toutes les délicatesses. Debout, pressés les uns contre les autres, au milieu d'une atmosphère étouffante, que leur importe, pourvu que la voix d'un de leurs orateurs leur dise qu'ils sont la France ; que, dans un avenir prochain, ils seront les maîtres de tout, et qu'alors ce sera pour le monde entier une ère de régénération et de gloire ? C'était ce personnel endurci et éprouvé que l'on voyait dans toute sa splendeur, sous le hangar du boulevard Bourdon.

Ne croyez pas, au reste, que les réunions préparatoires des électeurs socialistes soient toujours condamnées à des asiles aussi mesquins. L'un de ces *meetings* s'est tenu dans un beau salon, étincelant de dorures, et orné de tableaux de prix. La scène se passait rue de Charonne, 94, dans le vaste hôtel qui a appartenu à M. Ledru-Rollin, et qui appartient actuellement à M^{me} Ledru-Rollin. M^{me} Ledru-Rollin avait généreusement ouvert son salon à l'assemblée électorale. C'était là, autrefois, qu'avait été placée l'école du Commerce. Cet hôtel, si nous ne nous trompons, a été la propriété du célèbre Richard Lenoir. Quel singulier rapprochement ! Richard Lenoir est l'un des exemples éclatants de cette vérité que, dans notre ordre social, tant calomnié, le mérite, le travail, la probité, élèvent l'homme des conditions les plus infimes aux plus éminentes positions. De simple ouvrier, Richard Lenoir était parvenu au premier rang des manufacturiers : son nom est un des noms le plus justement populaires. Richard Lenoir, qui n'était guère socialiste, assurément, eût été bien surpris, s'il fût revenu au monde, de voir que son hôtel servait de refuge aux sectaires de la religion nouvelle qui proscriit la propriété et qui supprime le capital.

Dans le salon de M^{me} Ledru-Rollin comme sous le hangar du boulevard Bourdon, deux citoyens, le chapeau ou la casquette à la main, invitaient chaque entrant à déposer une offrande pour les dépenses d'installation, et comme qui dirait pour les frais du

nouveau culte. Une autre cérémonie commence invariablement les séances. Le président proteste contre la présence du commissaire de police. Il est inutile d'ajouter que ce magistrat ne tient nul compte de cette protestation.

J'ai signalé déjà des traits de mœurs recueillis dans ces réunions préparatoires. Qu'il me soit permis d'en noter encore quelques-uns.

Un jeune homme monte à la tribune : il déclare qu'il est socialiste, socialiste de conviction et de dévouement. J'ai fait mes preuves, s'écrie-t-il ; j'étais employé au ministère de l'intérieur. J'ai compris qu'il m'était impossible de conserver des engagements avec le pouvoir, et à mes croyances j'ai sacrifié ma place. — Quelle était votre place ? lui demande-t-on. — J'étais surnuméraire, répond-il du ton d'un Mucius Scévola, bravant le roi d'Étrurie et livrant son poing au fatal trépid.

Un orateur se présente pour briguer la délégation. J'ai été, dit-il, l'un des commissaires de M. Ledru-Rollin. Applaudissements unanimes, acclamations prolongées, enthousiasme. Le candidat, radieux, savoure son triomphe. — « Oui, le citoyen a été commissaire de Ledru-Rollin, fait observer un interrupteur, mais il oublie d'ajouter qu'il a été préfet de Cavaignac. » Là-dessus, grognements épouvantables, huées universelles, réprobation non équivoque. Le candidat, le front blême, se retire tout abasourdi.

Remplissons, en conscience, notre rôle d'historien. *Le National* a été repoussé partout avec perte, par-

tout, hors dans une seule réunion, — la réunion du quatrième arrondissement, dans la salle de la Redoute, rue de Grenelle-Saint-Honoré. Là, la *fusion* a réussi. On a admis, comme délégués, quelques personnages politiques qui procèdent du *National*. Mais faut-il tirer gloire de ce mince avantage ? Hélas ! non, c'est en laissant à la porte le bagage de leurs actes antérieurs et de leurs anciennes convictions, que ces postulants aux faveurs de la République démocratique et sociale ont obtenu l'entrée du sanctuaire. Qu'ils étaient humbles et contrits ces fiers Sincambres de la démocratie, adorant ce qu'ils avaient brûlé et brûlant ce qu'ils avaient adoré !

Les électeurs socialistes du 4^e arrondissement ont donc reçu dans les rangs des délégués socialistes quelques anciens amis du *National*. Parmi eux figurent quelques-uns des députés de l'Assemblée constituante, et notamment un homme politique dont l'un des titres les plus glorieux est une paraphrase sur l'air du *tra la la* de la fable du *Renard et du Corbeau*. Il y a des gens qui préfèrent la poésie de La Fontaine ; mais ces gens-là sont vendus à la réaction. Levassor chantait à merveille cette œuvre patriotique qui commençait par ces beaux vers :

Un jour maître corbeau, sur un arbre perché,
Tenait entre son bec un fromage glacé.

Toute la France connaît cela. Nous devons ajouter toutefois que c'est pas un discours sur les périls de la

République, et non par sa chanson, que le candidat a sollicité les honneurs de la délégation.

III

18 février 1830.

Monsieur le rédacteur,

Trois assemblées préparatoires des électeurs socialistes ont eu lieu déjà à Belleville. Deux d'entre elles n'ont réuni qu'un auditoire de trois ou quatre cents personnes. La troisième a eu les honneurs d'une plus nombreuse assistance. On y comptait environ sept cents spectateurs. Il est vrai qu'elle s'était installée dans un local spacieux et fort connu : l'assemblée s'est tenue dans le grand salon du célèbre Desnoyer, à la Courtille. C'était un lieu assurément bien choisi pour des gens qui espèrent figurer bientôt dans le *mardi-gras révolutionnaire*.

Les trois *meetings* ont commencé par la protestation obligée contre la présence du commissaire de police. A la Courtille, cette protestation a dégénéré en tapage. Le président a été contraint de suspendre la séance un instant. Il n'a obtenu un peu de calme et de silence qu'au bout d'une demi-heure.

Dans ces trois réunions, l'alliance avec les Amis

de la Constitution, avec le parti du *National* a été débattue ; elle a été repoussée avec la plus grande vivacité. Un orateur anti-fusioniste avait obtenu le plus vif assentiment, en s'écriant : « Qu'on ne nous parle plus des fournisseurs des pontons ! » Malheureusement pour lui il a compromis son succès, il s'est avisé de dire (c'est une erreur, sans doute) que, depuis la révolution de février, le citoyen Lagrange n'a pas conservé l'intégrité de sa raison. Les applaudissements se sont alors changés en huées.

A Belleville comme à Paris, la lutte de juin a été le thème favori des allusions, des métaphores, des fleurs de rhétorique à l'usage des candidats à la délégation. « Pleurons, pleurons ceux que la réaction a assassinés, » a dit un candidat. Il oubliait apparemment que ce n'est pas du parti de l'ordre que sont sortis les meurtriers du général Bréa. « Les combattants de juin sont les martyrs de la démocratie, » s'est écrié un autre, qui a été nommé délégué par acclamations.

Notons deux scènes significatives. Un orateur brigue la délégation. « Je suis professeur, dit-il, et j'ai été destitué deux fois. » Cette circonstance lui avait déjà conquis la faveur de l'auditoire. Mais on lui reproche d'avoir pris les armes en juin dans les rangs de la garde nationale. « C'est vrai, reprend l'orateur, mais j'affirme sur l'honneur que je croyais combattre contre les royalistes, et non contre les républicains. » Cette ingénieuse explication n'est pas accueillie. Le malheureux compétiteur est expulsé.

Un citoyen lui succède : « Je suis libraire, dit-il, et

je reviens des pontons. (Applaudissements unanimes.) J'ai été gracié, mais je ne suis nullement corrigé. (Nouveaux et plus vifs applaudissements.) Je compte bien employer tout mon temps à propager et à défendre le socialisme. (Tonnerre de bravos. Le candidat est proclamé l'un des quinze délégués.)

Enfin, pour que la leçon soit parfaitement claire, dans l'une des réunions de Belleville, tous les délégués, hormis un seul, ont été choisis parmi les transportés de juin. Le seul délégué qui n'ait pas pu faire valoir ce titre de noblesse d'une espèce nouvelle, est un rédacteur de *la Voix du Peuple*. Peu s'en est fallu qu'il n'échouât dans sa candidature. Que lui reprochait-on ? D'avoir exprimé, dans une conversation particulière, une opinion favorable à la fusion, à l'alliance. Il a fait, bien entendu, amende honorable de cette hérésie.

Les réunions préparatoires de Paris ont fourni plus d'un incident instructif et curieux. Dans une réunion du Marais, un citoyen qu'on voulait élever à la délégation, a refusé cet honneur parce que toutes ses soirées, a-t-il dit, sont occupées ailleurs, dans l'intérêt de la démocratie socialiste. L'orateur n'a pas indiqué la nature de ce pieux travail du soir. Un candidat s'est écrié : « Pourquoi nous appelle-t-on *rouges* ? nous n'avons pas encore rougi la terre ! » — « Encore un effort, a dit un autre compétiteur, tous les trônes de l'Europe croulent, et c'en est fait de cette vieille société, qui pourrit comme du fumier. » — « Pas de fusion, pas d'alliance, ont répété les uns après les au-

tres tous les postulants, il nous faut des socialistes exclusifs, des démocrates purs. Ecartons les apostats et les sycophantes ! »

Parmi les délégués choisis à la réunion socialiste du 3^e arrondissement, on compte un des accusés du procès de Versailles acquittés par le jury et un ouvrier cordonnier qui a dit résolument : « Je n'ai qu'un titre : c'est d'être entré le 15 mai à l'Assemblée nationale. »

Telle est, Monsieur le rédacteur, l'attitude bien nette et bien décidée du parti socialiste. Par le choix des délégués on voit quelles idées, quelles théories, quels projets, représentera la liste de l'opposition. Pour obtenir les suffrages des électeurs socialistes, les délégués ont parlé un langage non équivoque. L'éloge du 15 mai, des journées de juin 1848, de la tentative insurrectionnelle des Arts et Métiers, voilà leur profession de foi et leurs titres à la confiance des électeurs socialistes !

IV

19 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

Je vous mènerai d'abord à la salle Molière, où deux gardes nationaux ont péri dans la journée du 15 mai.

C'est là qu'a été tenue la réunion préparatoire du quartier des Lombards. On y comptait environ douze cents personnes. Une scène assez étrange a ouvert la séance.

Le bureau était occupé provisoirement par les président, vice-président et secrétaire d'un autre meeting socialiste de la rue Frépillon. Un membre de la réunion se lève : c'est un démocrate socialiste de la plus vieille roche. Il déclare que le citoyen qui occupe le fauteuil de la présidence est indigne de la confiance de l'assemblée. L'auditoire paraît assez surpris ; le président est l'un des orateurs les plus renommés des anciens clubs. Son accusateur lui reproche d'avoir été membre de la société de Saint-Vincent-de-Paul, d'être un des suffragants de l'abbé Châtel, et d'être ainsi par trop chrétien. Le président se excuse. Il ne s'inquiète pas de savoir si Jésus-Christ est un Dieu ou un homme. Il était communiste avant d'avoir connu Cabet. Il rappelle ses titres à *la bienveillance du peuple*. Ces titres, on le devine déjà, ce sont des condamnations pour causes politiques. Orateur plus habile que son adversaire, il obtient un succès d'enthousiasme. On procède ensuite à la nomination du bureau.

Le président, le vice-président et le secrétaire étant nommés, chacun de ces citoyens se croit tenu de faire connaître aussi *ses titres à la bienveillance du peuple*. Nous les enregistrons. Le président a subi une année de prison, il a été poursuivi en juin 1848, il a protesté en juin 1849. Le vice-président a figuré

dans la manifestation *pacifique*; il a été condamné par la police correctionnelle (marques de faveur), mais acquitté par la cour d'appel (légers murmures). Le secrétaire a inventé une espèce nouvelle de république, la *république progressive*, dont il a révélé le mérite et les avantages en lisant un gros manuscrit.

Le président procède à la réhabilitation d'un démocrate socialiste. Dans une réunion antérieure, ce dernier avait été accusé d'actes d'indélicatesse. Un tribunal fraternel a été nommé. Devant lui la preuve n'a pas été faite.

Il est enfin question des élections. Un orateur des plus influents prend la parole : il proteste... contre le gouvernement? Non, contre la marche du comité central des délégués. Le comité central veut choisir les candidats à la députation sans soumettre leurs noms aux réunions électorales. On pourra ainsi tromper l'attente des socialistes, et leur imposer autre chose que des démocrates purs. Mais comment faire? objecte-t-on à l'orateur, le temps manque, le jour des élections approche. N'importe! reprend l'auteur de la protestation, c'est une marche détestable. On va nous tromper comme en mai : et pourtant il ne nous faut voter que pour des hommes de juin. Un tonnerre de bravos a ratifié ces paroles.

Un autre *protestant* a conquis la faveur de l'auditoire. Selon lui, le parti socialiste a été décapité par l'exil et les procès. Il lui faut une nouvelle tête. Les représentants actuels se conduisent comme des *aristocrates*, et l'on donne trop d'influence aux journalistes.

révolutionnaires. Le comité central peut égarer les électeurs socialistes ; la méfiance est une nécessité impérieuse pour eux. C'est vrai ! très-bien ! le comité a tort ! telles étaient les exclamations qui se mêlaient aux applaudissements.

Les délégués sont nommés depuis trois jours et les voilà déjà suspects ! Ne reconnaît-on pas là le parti rouge ?

La discussion à la salle Molière n'avait eu rien de net, rien de précis. Elle avait flotté sur tous les sujets et sur toutes les personnes. L'auditoire semblait indécis, fatigué, inquiet. Il en a été de même à la salle Martel.

Là aussi, il a été question de tout et fort peu des élections. L'un des orateurs s'est plaint de ce que la révolution de février avait été escamotée. Un autre a déclamé contre les fonctionnaires et a émis un axiôme politique vraiment merveilleux : « Quel que soit le gouvernement, a-t-il dit, ses agents penseront mal s'ils pensent comme lui. » La théorie, comme on le devine, a obtenu du succès. Notons un discours non moins curieux : « Aujourd'hui, s'est écrié l'orateur, il y a des pauvres et des riches. Donc, la propriété, c'est le vol ! mais je ne le dis pas de peur d'être arrêté. Il faut s'arranger de manière à ce qu'il n'y ait plus des pauvres et des riches, mais des riches seulement. » La recette, pour opérer ce miracle, n'a point été révélée. « La prochaine révolution, a-t-on dit dans un autre discours, doit être faite pour l'ouvrier, et pour l'ouvrier uniquement. Le monde est le théâtre d'une

lutte entre le socialisme et le catéchisme, deux ennemis irréconciliables. » Un orateur s'est occupé des élections pour se plaindre des représentants rouges. « Je demande qu'à l'avenir ils soient révocables. » Nous les plaindrions s'il en était ainsi ; ils ne jouiraient pas longtemps de leur rente quotidienne de 25 fr. Un des derniers citoyens entendus s'est prononcé énergiquement contre la fusion. « Le peuple ne veut, a-t-il dit, que des candidats socialistes, à l'exclusion de tous ceux qui n'ont à faire valoir que des antécédents républicains. » Le trait allait droit au cœur des fusionistes ; de vifs applaudissements ont accueilli ces paroles.

Telles ont été ces deux réunions, vagues et tumultueuses, mais instructives entre toutes, si nous ne nous trompons. Dans la nomination des délégués, la méfiance des électeurs socialistes se tournait contre *le National* et contre les *Amis de la Constitution*. Maintenant elle s'éveille au sein du parti lui-même. On proteste contre la marche du comité central. On proteste déjà contre l'élection future, en demandant que les députés puissent être soumis à la révocation. Des luttes d'homme à homme éclatent dans les réunions mêmes : évidemment la fraternité commence à être à l'ordre du jour.

V

20 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

Les réunions socialistes pullulent ; les séances du comité central se multiplient. Harcelé par ses divisions intestines, tiraillé par les fusionnistes, pressé par le temps, le parti rouge essaie de vaincre les obstacles en déployant une activité fiévreuse. Je vais chercher à constater l'état des esprits. Je laisse parler les faits.

Suivez-moi, je vous prie, à Montmartre, à l'Ermitage. C'est la troisième réunion qui y ait eu lieu depuis six jours. L'intérêt s'éveille dès le début de la séance,

Un orateur vient rendre compte des opérations du comité central. La première réunion a été tumultueuse et désordonnée. On a reconnu qu'il y avait des *mouchards*. On ne comptait cependant dans ce cénacle que les délégués, la fleur de l'aristocratie démagogique. Quoi qu'il en soit, la seconde réunion a été satisfaisante. On y a nommé une commission exécutive — le mot est ambitieux ! — composée de cinq membres, et chargée de correspondre avec Paris

et les départements. Les noms des membres du nouveau directoire n'ont pas été révélés.

Ces détails sur le comité central ont paru toucher l'auditoire. On a décidé que, vu l'urgence, le peuple, abandonnant ses droits imprescriptibles et agissant par mesure révolutionnaire, délègue au comité central la désignation absolue et sans appel des trois candidats. Là, on le voit, le comité central inspire de la confiance. Ailleurs, on critique amèrement sa conduite. Dans d'autres réunions, et notamment à Charenton, des délégués ont été nommés pour le surveiller.

Un autre orateur vient porter la parole au nom des *Amis de la Constitution*. Ses déclarations sont curieuses, nous les recueillons. Le *National* ne publiera aucune liste de candidats; il adoptera celle qui sera fixée par les délégués socialistes. Il imposera à son parti l'obligation de la voter. *Les Amis de la Constitution*, comme le journal de leur parti, renoncent à toute initiative et adopteront la liste socialiste.

La proposition a été accueillie par la réunion comme un acte d'humilité. La coopération du *National* pourra être acceptée dans ces termes et sous ces conditions. Que le *National* se glorifie, s'il lui plaît, de cette décision, qui change l'alliance en une honteuse apostasie et qui lui fait courber le front sous un joug humiliant. *Les Amis de la Constitution* ont passé par les fourches caudines !

Le quartier de la Banque a eu sa réunion socialiste dans la salle de la Redoute. La séance a été piquante :

on y a entendu des candidats. Le premier entendu est un avocat, nous pouvons le nommer : c'est le citoyen Malapert. Voici ses titres : Membre du club Blanqui, président du club Servandoni, prisonnier pendant quelques jours après le 13 juin 1849. Le bagage est assez mince, mais du côté des doctrines c'est magnifique. Le candidat est dévoué au peuple ; il ne veut pas du clergé. Il votera l'impôt sur le capital ; il tendra au communisme ; il préfère le système de Louis Blanc à celui de Proudhon ; en un mot, selon l'expression de ce dernier, c'est un *marcassin*. Suppression de la loi du recrutement, suppression des tribunaux (ingénieux moyen de se faire pardonner le titre d'avocat), suppression des banques, etc., etc.

L'auditoire émerveillé applaudit. Enivré par les bravos, le citoyen Malapert s'élève à la plus haute éloquence. Répétons ses propres paroles : « Je vous le jure, je porterai haut le drapeau du socialisme. Je vous promets de *taper* (sic) sur la réaction. (Bravos.) Je combattrai les suppôts du clergé qui, en 93, ont fait tomber tant de têtes (cette nouvelle explication des crimes de 93 étonne d'abord, puis on applaudit), et qui, à Waterloo, marchaient à la tête des Prussiens. (Cris d'admiration.)

Après cette belle harangue, un orateur, honteux et confus, est venu proposer la candidature du citoyen Flocon : il n'a pas été écouté.

Nous avons retrouvé au salon de Mars, rue du Bac, la candidature voyageuse et le verbe infatigable du citoyen Malapert. Là aussi il a triomphé. Dans un

discours mémorable, il avait parlé du procès de Versailles, de sa femme et de ses enfants, de la propriété, du christianisme, de tout et de plusieurs autres choses. Cela allait à merveille : survient un fâcheux qui combat cette candidature. « Nous avons, dit-il, dans notre parti *des soleils* qui jettent une vive lumière et qui éclipsent le nom de Malapert. » Réplique indignée du citoyen Malapert, qui ne goûte pas ce trope astronomique : « On me compare à une pâle étoile, s'écrie-t-il ; où sont les soleils qu'on regrette ? Est-ce Ledru-Rollin?... » L'orateur n'a pas le temps d'achever sa phrase. Un tonnerre d'applaudissements lui coupe la parole. Quelle oraison funèbre pour le chef de la Convention des Arts et Métiers !

VI

21 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

Entrez, je vous prie, avec moi dans une salle assez spacieuse, rue d'Alger, à la Chapelle-Saint-Denis. A la porte, on trouve un pilier de bois sur lequel on lit ces mots : Honneur aux détenus politiques ! C'est sans doute le poteau d'honneur de M. Louis Blanc. La séance est ouverte.

Trois orateurs se succèdent. Le premier veut donner lecture d'un manuscrit ; mais il bredouille, s'interrompt et disparaît au milieu des huées. Il a été si dévot au culte de la *dive bouteille*, comme eût dit Rabelais, qu'il est incapable de tenir sur ses jambes. Le second n'a guère été plus sobre ; son improvisation ne dure pas longtemps. Le troisième, qui jouit de la plénitude de ses facultés physiques, commence une longue homélie sur le socialisme. Il parle de Dieu, de la création, d'Adam et d'Ève, du fruit défendu et de Jésus-Christ, le premier socialiste du monde. En 1793, Jésus-Christ était aussi nommé le premier *Sans-Culotte*. On change les noms sans changer les folies.

Le président entre enfin dans le vif de la discussion électorale. Il combat nettement la fusion. Les *Amis de la Constitution*, a-t-il dit, forment un petit camp à part. Il ne faut pas les admettre dans les rangs du socialisme. On a beau faire, les deux classes de la société sont divisées à tout jamais, il y a entre elles un abîme infranchissable. Les *Amis de la Constitution* ne voulaient pas de nous, naguère ; nous ne voulons plus d'eux. Que nous proposent-ils ? des journalistes, des hommes de finances ! A quoi bon ? Les journalistes nous ont trompés ; les hommes de finances nous sont inutiles. Sous la République, on n'a pas besoin de ministre des finances. Chaque corporation ouvrière doit avoir le sien. — Ce discours obtient la plus vive adhésion.

La tribune est occupée par un condamné de juin :
« Pas de fusion, s'écrie-t-il ; qu'avons-nous besoin

d'aller chercher ceux qui nous ont trahis ! Souvenez-vous de leurs procédés pour nous amuser et nous voler la révolution de février. On nous a fait allumer des lampions, planter des arbres de la liberté ; autant de moyens de nous endormir... »

L'orateur n'avait pas fini son discours. Un grand tumulte s'élève dans un coin de la salle : une femme crie : Au voleur ! au voleur ! Un homme en blouse, qu'elle désigne, est arrêté. C'est un ouvrier *poseur* employé au chemin de fer. On éclaire les faits. Il est constaté que cet individu a enlevé d'un coup de ciseau la poche de cette femme. Le président apaise le vacarme à grand'peine, et dit : « Ne nous occupons pas de cet incident ; cet homme est aveugle. Quand le droit au travail sera proclamé, il ne coupera plus de bourse. » — Nous citons textuellement les paroles du président. Elles étaient d'autant plus étranges que le voleur n'avait pas à attendre la proclamation du droit au travail, puisque de son aveu il était occupé dans les ateliers d'un chemin de fer.

La séance continue. On entend une curieuse harangue. « La constitution que nous avons, dit l'orateur, n'est pas la nôtre, vous le savez bien : vienne la république que vous savez, tout ira mieux. Il n'y aura plus de gendarmes (c'eût été sans doute l'avis du citoyen qui avait quelques minutes avant oublié la distinction du *tien* et du *mien*) ; il n'y aura plus d'ivrognes (on a pu en effet constater, au début de la séauce, qu'il y en avait encore). Plus on aura d'enfants, plus on sera heureux. La terre se trouvera transformée en une

vallée de délices. Le règne de Dieu sera établi sur la terre. » La séance a été levée après cette agréable peinture de l'Eden socialiste.

Je vous conduirai à Montrouge dans deux meetings socialistes. Dans l'une de ces réunions, un instituteur révoqué a employé près d'une heure à expliquer l'étymologie grecque et latine des mots : République démocratique et sociale. Il y avait là peu de gens qui sussent le grec. L'instituteur primaire a été aussi ingénieux et aussi intrépide que Sganarelle quand il apprend que Géronte ne sait pas le latin. Un orateur a donné la définition du socialiste : « Le socialiste, a-t-il dit, c'est celui qui, ayant le prix d'une journée de travail, partage son argent avec un camarade qui n'a rien. » Si nous ne nous trompons pas, la définition est prise au rebours : c'est le *camarade qui n'a rien* qui est le socialiste.

Plusieurs discours ont été consacrés aux travaux du comité central ; la conduite de ce comité a été vertement critiquée. La séance durait depuis deux heures. Un homme ivre monte à la tribune, et, au milieu des éclats de rire, il demande qu'on recommence tout. Il est expulsé. Ce triste épisode soulève un grand tumulte, et l'assemblée se sépare.

Je mentionnerai un incident fort grave, qui s'est passé à l'une des réunions des Batignolles. Deux émissaires du comité central, MM. Colfaveu et Hervé sont venus demander que l'on revînt sur la nomination de deux des délégués. Ces deux délégués, selon eux, ont excité le trouble et le désordre au sein du comité.

Après leur réquisitoire, on a entendu les plaidoyers des accusés. Dans ce débat scandaleux, les personnalités les plus vives, les reproches les plus sanglants ont été échangés. Les deux délégués ont donné leur démission. Pour les consoler de ce sacrifice, et pour les venger de ces attaques, l'assemblée les a nommés membres de la commission chargée de faire le règlement sur les attributions du comité central. Ils deviennent ainsi les surveillants de ce sénat révolutionnaire qui les a repoussés.

Le quartier du Roule a eu aussi son meeting socialiste, allée des Veuves, aux Champs-Élysées. L'inévitable citoyen Malapert y a reparu : il a été plus intelligible et plus applaudi que jamais. Sa candidature a été accueillie. On a ensuite proposé la candidature du citoyen Carnot. Il va sans dire qu'elle a été rejetée. Encore un triomphe pour *le National*.

VII

22 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

La grande affaire du jour, dans le parti socialiste, c'est le choix des trois candidats à la députation par le comité général des délégués. Ce choix n'a été connu

que vers midi; mais la nouvelle s'est répandue avec la rapidité de l'éclair dans tous les foyers, petits ou grands, de l'opinion révolutionnaire.

Le comité central s'est rassemblé hier soir à sept heures, rue de Charonne, 95, dans le salon de l'hôtel de M^{me} Ledru-Rollin. La réunion avait pris le nom de *conclave*. On avait résolu de se constituer en permanence jusqu'à ce que le résultat des votes fût arrêté; des vivres avaient été apportés pour soutenir les forces du corps délibérant; d'autres précautions plus intimes avaient été prises pour qu'il n'y eût lieu à aucune absence. La discussion de principes avait été écartée : l'examen des candidatures avait la priorité.

La prise en considération des candidatures était décidée au quart des voix de l'assemblée, et par main levée. Le vote définitif pour la nomination se faisait à la majorité absolue, et par listes signées. Ces listes ne sont pas destinées à la publicité.

Le conclave, qui se composait de deux cents délégués, est entré en séance hier à sept heures du soir. Les opérations se sont terminées ce matin à onze heures.

Les trois candidats choisis sont MM. de Flotte, Vidal et Carnot.

Parmi les candidats qui avaient été pris en considération, et qui n'ont pas triomphé dans le vote définitif, on cite MM. Cabet, Emile de Girardin, Dupont de Bussac, Charassin, etc. D'autres candidats avaient été proposés ou s'étaient inscrits eux-mêmes, sans que leur candidature eût survécu à l'épreuve de la prise

en considération. Nous avons entendu nommer MM. Flocon, d'Alton-Shée, Louis Perrée, Rivière, Justin André, ex-capitaine de la garde mobile, Jean Reynaud, ancien secrétaire-général du ministère de l'instruction publique, J. Journet, l'apôtre phalans-térien, l'abbé Chantôme, qui s'est posé en réformateur de l'Église gallicane, Malapert, candidat acclamé dans maint *meeting* socialiste, Henricy, rédacteur de feuil-letons dans *le National*, Démosthène Olivier, ancien constituant, etc., etc.

M. de Flotte est un transporté de juin : il a été com-pris dans la dernière amnistie, et il est revenu récem-ment de Belle-Isle-en-Mer. M. de Flotte appartient à une famille noble de la Bretagne. Avant février, il portait le titre de vicomte. M. le vicomte de Flotte avait servi avec distinction dans la marine royale : il était parvenu au grade de lieutenant de vaisseau. Il avait deux fois fait le tour du monde, sous les ordres de l'amiral Dumont-Durville.

Ayant renoncé à sa carrière après la révolution de février, M. de Flotte était devenu l'un des orateurs les plus diserts des clubs, et l'un des partisans les plus zélés de la République démocratique et sociale. Le 26 juin 1848, il avait été arrêté à la taverne anglaise par un officier de la garde nationale, qui l'avait en-tendu, quelques jours auparavant, prononcer un dis-cours violent au club de Blanqui. La fatigue de ses traits, le désordre de ses habits attestaient de longues veilles ; ses mains étaient gonflées et noircies. On saisit à son domicile un laissez-passer du Luxembourg,

signé par M. Louis Blanc, des échelles de cordes, des uniformes de soldats de la ligne. Il a été condamné à la transportation, et on ne l'a compris dans aucune des amnisties qui ont eu lieu sous l'administration du général Cavaignac. C'est à Louis-Napoléon qu'il doit sa liberté.

M. Vidal était le rédacteur en chef du *Travail Affranchi*, journal socialiste qui a été suspendu après le 13 juin 1849. M. Vidal était le secrétaire de M. Louis Blanc, au Luxembourg. On signale son influence dans le trop fameux décret qui a diminué les heures de travail dans les ateliers, et qui a porté un si terrible coup à l'industrie. C'est sur une lettre de lui que le travail a été supprimé dans les prisons, au détriment de la discipline et de la moralité parmi les détenus.

On connaît M. Carnot. Avant la révolution de février, il avait encouru l'anathème du parti républicain par un livre intitulé : *La Monarchie selon la Charte*. L'auteur reconnaissait que le régime établi par la Charte de 1830, sincèrement pratiqué, était compatible avec toutes les améliorations politiques et sociales. De radical, M. Carnot était devenu libéral, voire même dynastique. Le gouvernement provisoire le choisit comme ministre de l'instruction publique. Il conserva ce portefeuille sous le pouvoir du général Cavaignac, qui le lui retira, après une manifestation éclatante de l'Assemblée constituante, provoquée par M. Bonjean et motivée par l'envoi aux instituteurs primaires d'un manuel socialiste. M. Carnot avait pris pour secrétaire général M. J. Reynaud, élève, et plus tard rival

de M. Pierre Leroux, et subissait complètement son influence. M. Carnot était donc devenu socialiste, et c'est comme tel qu'il avait été immolé par l'Assemblée constituante et sacrifié par le général Cavaignac.

Il est curieux de suivre les réunions socialistes dans ce moment critique, pour saisir sur le fait la tendance et l'esprit du parti. Je poursuis mon rôle de fidèle chroniqueur.

Il y a eu hier soir une réunion à Montmartre. On y comptait six cents personnes. Le fauteuil de la présidence était occupé par un ancien rédacteur du *Père Duchesne*, fondateur du journal *le Robespierre*. On y a lu une lettre d'un des délégués, écrite au moment où le conclave s'assemblait. D'après ce délégué, le conclave était formé (nous citons la lettre) « de 90 communistes, de 30 socialistes des diverses écoles, de 60 révolutionnaires ardents, de 5 jésuites, attendu qu'il s'en glisse partout, et de 15 mouchards (c'est bien peu !) » Quoi qu'il en soit, le délégué ne nommait ni les jésuites ni les mouchards, qui, si son calcul est vrai, doivent former l'appoint de la majorité. Le délégué ajoutait : « Les trois candidats seront choisis parmi les socialistes les plus purs, et on peut être assuré qu'on ne nommera ni M. Emile de Girardin, ni les hommes du *National*, tel que Buchez, Marrast et autres. » — Le nom de M. Marrast a été accueilli par des rires ironiques.

A la salle Martel, dans une réunion qui comprenait plus de 4,000 assistants, la fusion a été rudement maltraitée. Un discours a excité de véritables trans-

ports. L'orateur après avoir dit que *le National* avait été l'instrument de la réaction, a terminé par ces mots : « Mépris aux traîtres ! On ne tue pas Judas, on lui crache au visage et on l'envoie se pendre. » Un second a dit qu'il espérait bien que parmi les candidats il y aurait des ouvriers.

Un troisième a reproché aux représentants de ne pas venir se retremper au sein des comices populaires comme les Montagnards d'autrefois dans les séances des Cordeliers et des Jacobins. Un quatrième a dit beaucoup de mal des délégués, et a fait observer que le mode de procéder suivi par le comité faussait le principe du suffrage universel. Un cinquième a demandé que les candidats vinssent expliquer leurs antécédents devant les électeurs socialistes. Il a terminé en sollicitant l'abolition de tous les offices ministériels. C'était un agent d'affaires.

A Neuilly, on a combattu non moins vivement la fusion. Un orateur a demandé l'abolition du gouvernement. Un autre a dit que M. Proudhon était un *taureau furieux*. On l'a rappelé à l'ordre. A Montrouge, après une vive discussion sur l'alliance, un discours curieux a été prononcé. L'orateur a déclaré que « jusqu'en 1852, le peuple devait conserver son sang-froid ; mais qu'alors il se lèverait en masse, il reprendrait ses propriétés, ses châteaux, et dirait aux locataires : « Votre bail est fini, à mon tour d'occuper vos logements. » C'est bien clair, n'est-ce pas ? L'orateur a ajouté : « Il faut démolir la Bourse, et remplacer la *Banque de France* par la *Banque du peuple*. » L'orateur n'a

pas dit si la gestion de la nouvelle Banque serait confiée à M. Proudhon. Il a été chaleureusement applaudi. »

VIII

23 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

On a publié dans les journaux le compte-rendu de la séance du conclave. Deux noms aristocratiques, *M. le vicomte de Flotté* et *M. le comte Carnot*, un publiciste, ce sont là pour nombre d'électeurs socialistes des candidats assez étranges. Où sont donc les successeurs d'Albert le mécanicien, et de Boichot, le sergent-major, les démocrates de naissance, les socialistes de tous temps ? En outre, deux fractions importantes du parti rouge ont été complètement oubliées : les *Cabétiens* et les *Proudhoniens*. Les Cabétiens ont vu écarter leur chef au sein du conclave ; leur minorité compacte et énergique a été constamment vaincue par la coalition des journalistes, des socialistes tièdes et des révolutionnaires purs. Le communisme a eu le dessous là comme au 16 avril. Quant aux *Proudhoniens* le choix des candidats constate la défaite de leur maître et le triomphe de M. Louis Blanc et de

M. Considérant, M. Louis Blanc, qui appelait naguère M. Proudhon *laquais d'antichambre*, l'emporte par la nomination de M. Vidal, son secrétaire, et, qui plus est, à ce qu'on dit, son inspirateur. M. Considérant, que M. Proudhon désignait comme un *marchand de rogatons* et comme un *charlatan*, prend sa revanche par l'élection de M. de Flotte, l'ancien rédacteur de *la Démocratie pacifique*.

On avait pris en considération vingt-trois noms ; mais ce n'était là, à proprement parler, qu'une comédie. Le débat a été réellement concentré sur cinq candidats : M. de Flotte, qui, sur 223 votants, a obtenu 204 suffrages ; M. Vidal, 182 ; M. Carnot, 64 ; M. Cabet, 58, M. E. de Girardin, 48, et M. Madier de Montjau, 47. M. Carnot, désigné au second tour de scrutin, a obtenu 135 voix contre 80, accordées à M. Madier de Montjau. Parmi les six candidats sérieux, deux seulement ont été l'objet d'une enquête approfondie et d'un long interrogatoire. Ce sont MM. E. de Girardin et Dupont (de Bussac). Le premier n'a obtenu que 48 voix ; le second n'en a pas obtenu une seule. M. Carnot n'a point été entendu : il n'a pris aucun engagement.

Cette séance s'est divisée en deux parties. Dans la première, on a fait subir à quelques candidats une sorte d'examen ; dans la seconde, on a discuté leurs titres. MM. Emile de Girardin et Dupont (de Bussac) ont fait, comme je l'ai dit, tous les frais de cet examen. M. Emile de Girardin s'est prononcé pour l'impôt sur le capital ; M. Dupont (de Bussac) a dit qu'il

le tenait pour impraticable. Ce dernier a ajouté qu'il n'était point partisan de l'abolition de la peine de mort en matière politique. Il a déclaré, de plus, que si l'État n'exstait pas, il l'inventerait, et il n'a guère dissimulé son mépris pour les utopies du socialisme.

Plusieurs *meetings* ont eu lieu dans la soirée de samedi et dans la soirée de dimanche. On y a fait connaître la décision du conclave. Les délégués n'ont rien négligé pour échauffer l'auditoire et pour obtenir un *satisfecit*. Dans une seule, au *meeting* Popincourt, le nom des trois candidats a été salué par des applaudissements chaleureux. Dans un autre, à Boulogne, après un discours d'un rédacteur de *la Voix du Peuple*, qui a dit que si les trois candidats rouges n'étaient pas nommés, *la République était enfoncée*, l'assemblée a passablement accueilli la proclamation des noms. Ailleurs, à La Villette, à Gentilly, à Belleville, à La Chapelle, au salon de Mars, à la salle de la Redoute, l'auditoire s'est montré froid, indifférent, soupçonneux. A Charonne, aux Champs-Élysées et dans deux ou trois autres, la désapprobation s'est manifestée d'une façon non équivoque.

Notons quelques traits de ces réunions. A Charonne, deux citoyens, une rosette rouge à la boutonnière, tendaient à la porte leurs corbeilles aux arrivants. Un orateur a appris à l'assemblée que M. de Girardin est écarté *parce qu'il avait dit que dans un gouvernement républicain les majorités doivent gouverner*. Il a ajouté que les trois candidats élus avaient

promis sous serment de soutenir la République démocratique *avec toutes ses conséquences*. Il a parlé avec complaisance de l'adhésion des *Amis de la Constitution* à la liste du conclave. Malgré ces précautions oratoires, la nouvelle a été fort mal accueillie. Le président de la réunion s'est élevé avec force contre les prétendus *Amis de la Constitution*, qui ont laissé faire l'expédition romaine. On a déclamé aussi contre le capital : un maître d'école a demandé *qu'on écrasât cet infâme*.

On a critiqué dans plusieurs réunions la conduite du comité central. Le conclave, a-t-il été dit à Gentilly, a organisé l'élection à deux degrés : ce n'est pas ainsi que les socialistes entendent et pratiquent le suffrage universel. Au salon de Mars, le délégué, qui est venu faire connaître le résultat du conclave, a déclaré qu'il aurait voulu une liste plus avancée, et qu'il se reprochait d'avoir mal défendu cette cause. On a entendu ensuite les doléances et les prophéties du malheureux citoyen Malapert, qui ne peut se consoler de n'avoir pas été pris en considération, et qui a prédit les plus affreuses calamités : « Le peuple a pardonné une fois, deux fois, s'est-il écrié ; mais pardonnera-t-il encore la troisième ? » A la Chapelle, en vain a-t-on dit que de Flotte était l'ami de Blanqui, que Vidal remplacerait Proudhon, et qu'on aurait ainsi *chou pour chou*. Cette noble métaphore n'a pas dissipé la froideur de l'assemblée. Il en a été de même aux Champs-Élysées, bien qu'on ait affirmé qu'il n'y avait pas eu de concession, et que le

socialisme n'avait pas fait un pas vers la bourgeoisie.

Les panégyristes du conclave, pour animer leur auditoire, ont fait grand bruit d'une adresse signée, dit-on, de plus de quinze cents négociants, commerçants et boutiquiers du quartier de la Banque et du Palais-National. Ces quinze cents citoyens, à ce qu'on affirme, ont adhéré d'avance à la liste du conclave et se sont engagés à la faire prévaloir par leur influence. Les journaux rouges signalent à l'envi cette adresse comme un symptôme favorable à leur cause. La bourgeoisie vient à nous, répètent-ils sans cesse. Des ovations ont été décernées dans plusieurs réunions socialistes à M. Crocé Spinelli, dont le nom a été cité avec éloges par la presse révolutionnaire. Je crois utile de vous faire connaître toute la vérité sur cette fable de l'adresse et des quinze cents négociants.

Il y a eu récemment, à la salle Montesquieu, une réunion préparatoire qui prenait le titre pompeux d'*Assemblée générale des travailleurs réunis*. Ce n'était pas M. Crocé Spinelli qui présidait la séance; le fauteuil de la présidence était occupé par le citoyen Figuet, ex-boulangier et marchand de vins.

Or, le citoyen Figuet n'est-il pas l'agent socialiste qui a été condamné récemment à un mois de prison pour un acte de propagande? Si c'est lui, devant le tribunal de Blois, où ce jugement a été prononcé, n'a-t-on pas rappelé qu'il avait été condamné, le 11 août 1847, à trois mois d'emprisonnement pour détournement et pour abus de confiance par le tribunal de

Versailles ? Reste à vérifier la question d'identité (1).

Quoi qu'il en soit, *six cents spectateurs* au plus se trouvèrent réunis dans la salle Montesquiéu. Parmi eux, comme l'a constaté le secrétaire au commencement de la séance, on comptait fort peu d'électeurs du quartier. On révéla le but de la réunion. Il s'agissait de nommer trois délégués par arrondissement, afin d'amener par leur intervention une fusion entre les commerçants et les ouvriers. Des membres de l'assemblée interpellèrent alors le président et le bureau : « Etes-vous socialistes ou êtes-vous un parti mitoyen entre les socialistes et les Amis de la Constitution ? » A cette question, qui leur fut posée assez durement, les meneurs de la réunion répondirent avec quelque embarras. Enfin ils déclarèrent qu'ils voteraient pour la liste, quelle qu'elle fût, arrêtée par le comité central.

Le bureau proposa de nommer ensuite quinze délégués : l'assemblée rejeta la proposition. Le bureau réduisit le nombre des délégués à trois : même succès. Alors on parla d'une adresse pour appuyer la liste démocratique et sociale ; deux cents voix crièrent : Oui ! oui ! Le bureau, ravi de son triomphe, déclara que la proposition était adoptée.

Telle est l'histoire véridique de cette adresse. On voit quelle en est l'importance et la valeur.

Ajoutons qu'après cet incident, le citoyen Figuet

(1) Depuis lors, le citoyen Figuet a tranché lui-même cette question. Seulement, en avouant la condamnation, il a soutenu qu'elle était injuste. Libre à lui !

proposa à la réunion d'entendre quelques orateurs pour s'instruire. Un citoyen commença à retracer les causes de la révolution de février : la désertion commença dans l'auditoire, et le discours fut interrompu. On lut ensuite une pétition du citoyen Figuet ; dans cette pétition, le citoyen Figuet annonce qu'il a trouvé une *Californie*, une *poule aux œufs d'or* (sic) ; il suffit de procurer sept cents millions à l'Etat par un impôt sur la rente hypothécaire, la rente et les achats d'actions, par une patente sur les officiers ministériels et par une réduction du traitement des employés. Avant que la lecture fût achevée, la salle était à peu près vide, on a éteint le gaz, et le citoyen Figuet a levé la séance.

IX

24 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

Les trois candidats socialistes ont commencé avant-hier soir, au *meeting* de la rue Martel, l'odyssée fatigante que leur imposent les nécessités de la candidature. Il faut qu'ils comparaissent devant les réunions socialistes établies sur tous les points du territoire électoral. Après Paris, viendra la banlieue. On voit

que l'on exige d'eux beaucoup de discours, de professions de foi, d'apostrophes et de métaphores. Ils ont débuté dans cette carrière pénible : l'épreuve ne finira qu'à la veille des élections.

Du premier coup d'œil il était facile de voir que le parti attachait une grande importance à la réunion de la salle Martel. On y retrouvait non-seulement le personnel accoutumé des *meetings* précédents, mais on a pu y rencontrer le visage connu des orateurs des autres assemblées préparatoires, amenant dans la salle de la Fraternité, comme au combat, leur auditoire habituel. Pour ce soir-là, les séances ont été partout suspendues, même *extra-muros*. Il n'y en a eu que deux, à Neuilly et à Montmartre pour la banlieue, et une à Paris, dans le quartier Popincourt. On avait ainsi aggloméré, entassé, pour cette solennité socialiste, les chefs les plus ardents et les soldats les plus dévoués de la milice rouge. On pouvait les évaluer à trois mille, tous aguerris, éprouvés, solides, la fleur des anciens clubs, des sociétés secrètes, des émeutes et des insurrections.

Nombre d'entre eux ont figuré comme comparses ou comme acteurs dans les journées mémorables de la révolution ; ils ont crié *vive la Pologne!* le 14 mai, *du plomb ou du pain* le 23 juin 1848, *vive la Constitution!* le 13 juin 1849 ; montagnards de Caussidière, montagnards de l'Hôtel de ville, combattants de juin, ce sont les prétoriens du socialisme, les vétérans de l'armée révolutionnaire. A ces trois mille assistants, dociles au mot d'ordre, enthousiastes à vo-

lonté, et doués de poumons infatigables, ajoutez mille curieux environ, et vous aurez une idée nette de l'auditoire qui se pressait dans la salle Martel pour assister à l'exhibition des trois candidats rouges.

Ceux qui ont assisté au club Blanqui se souviennent du contraste que présentaient le public de l'hémicycle et le public des loges. Autour du bureau étaient placés les Montagnards, bruyants, sympathiques aux orateurs, impatientes de toute interruption réactionnaire. Dans les loges se tenaient une foule de spectateurs bénévoles, ouvrant une oreille ébahie à l'éloquence du lieu, les uns riant sous cape, les autres mornes et rêveurs, la plupart s'amusant de ces excentricités, tous médiocrement édifiés. La réunion de la salle Martel rappelait ce spectacle déjà lointain. A l'apparition des candidats et pendant leurs discours, trépignements, admiration, bravos parmi les compères; étonnement, indifférence, sourires dans les rangs des simples assistants. C'est là ce que, dans les journaux rouges, on appelle un jugement du peuple.

Au commencement de la séance, un transporté de juin a pris la parole : c'est l'ex-rédacteur en chef du *Père Duchêne*. Le *Père Duchêne*, on le sait, soit dans les journaux, soit au sein du conclave, a agi dans le sens de la fusion. Sa harangue de la salle Martel n'a été qu'une longue *protestation* (ces messieurs-là protestent toujours!) contre tout ce qui a été fait depuis le gouvernement provisoire en matière de politique.

Son discours a été assez froidement accueilli : on avait hâte d'entendre les candidats.

M. Carnot monte à la tribune. M. Carnot ne parle pas de son livre : *la Monarchie selon la Charte*, ni de ses anciens démêlés avec le parti radical ; mais il a du moins le bon goût de ne point dire qu'il est un républicain de la veille. En revanche, il présente avec confiance ses parchemins comme socialiste. « J'étais, dit-il, un socialiste de l'avant-veille ; j'étais saint-simonien il y a dix ans. » M. Carnot a essayé d'expliquer ses circulaires sous le gouvernement provisoire ; c'est là que, chef de l'Université de France, il traitait l'ignorance avec tant de prédilection. Cette partie de son discours a peu réussi ; mais il s'est relevé en affirmant qu'il était une protestation vivante contre la loi sur l'enseignement et contre la loi sur les instituteurs primaires, en soutenant que la réaction ne lui avait jamais pardonné la création de l'école d'Administration, en déclarant qu'il voulait l'instruction gratuite et obligatoire. Là-dessus, M. Carnot a exterminé le jésuitisme : « Le jésuitisme lève la tête ! s'est-il écrié. Le jésuitisme domine notre pays ; pour moi, j'aimerais mieux voir à Paris les cosaques que les jésuites ; les cosaques seraient un jour républicains ; les jésuites, jamais. » (Tonnerre d'applaudissements.)

Je vous avoue que ces paroles, que ces braves m'ont confondu. Je vous croyais si bons patriotes, démocrates socialistes, et vous, monsieur Carnot, l'un des trois élus du conclave ! Et voilà que

vous appelez les Russes ! Mais vous en feriez des républicains, dites-vous ; ne vous y fiez pas trop.

M. Carnot, quoi qu'il en dise , est un homme nouveau pour la République et pour le socialisme. Aussi a-t-il déployé l'ardeur et la maladresse d'un converti. M. Vidal n'a pas pris tant de peine. Son allocution, froide, empreinte d'ironie , a roulé sur des lieux communs. Le socialisme vent la famille (en perfectionnant le mariage , comme dit M. Malarmet) ; la propriété (on connaît la définition de la propriété par le plus célèbre des socialistes) ; la religion (le *circulus* et la métempsychose de M. Pierre Leroux). Bref, M. Vidal a fait le socialisme doux, benin, accommodant, plein d'égards pour la bourgeoisie. M. Vidal a tracé l'image d'une bergerie ; mais il a omis de dire un mot des loups.

J'ai dit que M. de Flotte était un orateur disert du club Blanqui. Je me rétracte : je ne l'avais pas entendu. L'émotion l'a empêché de parler , dit un journal rouge. Ce journal a voulu, sans doute, dire que l'émotion l'avait fait très-mal parler. C'est très-vrai. M. de Flotte a dit qu'il protestait contre la transportation en masse, contre l'Assemblée qui l'avait livré à l'arbitraire d'un seul homme , contre la violation de toutes les garanties. Il nous a semblé qu'en disant ces choses M. de Flotte n'était guère poli envers le *National* , qui lui montre tant de sympathies, bien qu'il lui ait fait attendre sa grâce bien longtemps. Quel est l'homme entre les mains de qui l'Assemblée

constituante l'a livré? Cet homme ne s'appelle-t-il pas le général Cavaignac?

Un incident est venu en aide à l'éloquence en désarroi de M. de Fotte. Un public trop nombreux s'était amoncelé dans la salle de la Fraternité. Une chaleur étouffante y régnait. Le manque d'air respirable n'a pas tardé à s'y faire sentir. Le président, pâle et défait, paraissait souffrir cruellement au milieu de cette atmosphère suffocante. Il a levé la séance. Il était temps : l'asphyxie commençait pour tout le monde.

Quant aux autres réunions, elles n'ont offert qu'un petit nombre d'épisodes curieux. A Montmartre, la séance avait bien commencé; on avait fait l'éloge de M. Blanqui, *ce géant de la République*, et déclamé contre les reptiles impurs du royalisme. Mais deux grandes querelles ont ensuite amené le tumulte dans le docte aréopage. Deux délégués se sont vertement disputé sur le terrain de la délégation. La délégation est un mal, disait l'un; c'est un bien, disait l'autre; la question est restée en cet état. On a ensuite discuté chaudement sur le peuple; ce Christ vivant est plus grand que celui de Judée. On y a disserté à propos des jésuites, du pape, de la papesse Jeanne et de l'empereur Constantin. Somme toute, il n'a guère été parlé des élections.

A Neuilly, la séance a été aussi très-médiocrement électorale. On a raconté l'histoire d'un arbre de la liberté, et on a reproché au pouvoir de n'avoir pas célébré l'anniversaire de février par des fêtes splendides.

des. Un prêtre interdit, arrêté pendant les journées de juin, a fait un discours si acerbe et si violent, que le président a fini par lui dire qu'il était un agent provocateur. L'autre a riposté par ses titres à la confiance publique. Nous les avons fait connaître.

La réunion du quartier Popincourt s'est consumée dans une discussion économique et industrielle. On a proposé de lutter contre l'abus du capital aristocratique. Au beau milieu des discours, un membre a interpellé le président pour lui demander pourquoi il avait quitté l'ébénisterie pour entrer dans le commerce des fourrages. Le président a répliqué que sa dignité lui interdisait de répondre.

X

23 février 1880.

Monsieur le rédacteur,

Suivez-moi, je vous prie, aux Champs-Élysées, allée des Veuves, dans une réunion socialiste présidée par un des vieux capitaines du parti démagogique. Deux ou trois discours assez médiocres ont ouvert la séance. L'un des orateurs a raconté une anecdote; il prétend qu'à la messe célébrée à Notre-Dame le 24 février, un garde national lui a dit : « Ne me parlez pas du so-

cialisme. *Le socialisme, c'est le galérianisme.* » Ce propos a grandement scandalisé l'orateur, qui, à cette occasion, a déclamé contre la bourgeoisie et contre la garde nationale.

Un incident curieux a surgi : un homme en blouse monte à la tribune ; épaules carrées, voix forte, œil fier et mâle, contenance assurée, en un mot tous les dehors d'un robuste et intelligent travailleur. A la surprise générale, il ne prend la parole que pour attaquer la liste du conclave. « Vous voulez voter pour de Flotte parce qu'il revient des pontons ; mais vous avez donc oublié qu'il fallait punir des gens qui avaient fait la guerre civile ?—Vous voulez voter pour Vidal, parce qu'il a été le secrétaire de Louis Blanc au Luxembourg. Je trouve, moi, que l'organisation du travail est une absurdité. Je suis un ouvrier. Mon père et mon grand-père l'ont été comme moi. J'ai toujours voulu être libre dans mon travail, et je n'en ai pas manqué. Quant à Carnot... » Ainsi parlait ce brave travailleur, disant à chacun, dans son rude langage, de bonnes vérités marquées au coin du sens commun. Mais cette apostrophe imprévue avait soulevé un ouragan de cris et de sifflets. L'orateur tint tête à ce vacarme pendant quelques instants. Mais il dut céder. Voilà comment les démocrates socialistes pratiquent la liberté de discussion et respectent l'indépendance des citoyens.

On a entendu, comme de raison, après l'allocution énergique de cet ouvrier, un magnifique éloge des transportés de juin. Les transportés de juin sont tous

des honnêtes gens, s'est écrié l'orateur, qui n'a pas même excepté les deux cents forçats et réclusionnaires libérés encore détenus à Belle-Isle-en-Mer. Un épisode assez burlesque a suivi cet incident.

Un des délégués annonce qu'il vient expliquer certaines paroles de M. de Flotte, prononcées par lui jadis au club Blanqui, et publiées depuis dans quelques journaux. Ce délégué est un ancien commissaire de M. Ledru-Rollin. Il est bien connu des habitants de Blois, qui le virent arriver un beau jour dans leurs murs, dans le costume d'un représentant du peuple de 93, envoyé en mission à l'armée de Sambre-et-Meuse : bottes à l'écuyère, vaste habit à larges revers, chapeau à plumes rouges et sabre au côté. Ce personnage avait vingt-un ans. Il avait taillé des plumes à *la Réforme*. On s'était empressé de mettre cinq départements sous sa férule. Il a été l'un des cardinaux du conclave rouge, et il vient présenter l'apologie de M. de Flotte.

Il s'agit de paroles assez vives. A la veille des journées de juin, M. de Flotte a dit, à ce qu'on affirme, dans une des séances du club Blanqui : « Nous exterminerons la bourgeoisie et nous brûlerons le grand-livre. » Le défenseur officieux de M. de Flotte avoue que ces paroles ont été dites ; mais il essaie de les expliquer. *Nous exterminerons la bourgeoisie* : cela veut dire : le socialisme venu, la bourgeoisie renoncera elle-même à ses privilèges, elle *s'exterminera* elle-même. On le voit, ce sera un suicide, non un assassinat. On ne saurait être plus ingénieux. *Nous brûlerons*

le grand-livre : cela veut dire : nous allégerons l'impôt, nous diminuerons les charges publiques. O mal-aderoit ami !

Le *meeting* des Champs-Élysées a été marqué par un acte de résistance d'un des auditeurs. Même aventure est advenue dans une réunion socialiste de Vanves. Là aussi un paysan du Danube s'est rencontré. L'orateur a courageusement lutté contre l'intolérance de l'auditoire. « Quels sont vos candidats ? a-t-il dit, de Flotte, un vicomte, un officier de Louis-Philippe, qui a prêté serment à la monarchie, et qui a reçu son argent. Vidal, un homme de lettres, un journaliste. Carnot, un comte qui n'a d'autre mérite que d'être le fils de son père. »

Je reproduis exactement cette naïve apostrophe. On y trouve, si je ne me trompe, du bon sens et de la netteté. Je dois convenir d'ailleurs qu'elle n'a point été du goût de l'assemblée. Peu s'en est fallu qu'on ne fît un mauvais parti à l'orateur.

A Grenelle, j'ai assisté à une scène digne du pinceau d'Hogarth. Je n'exagère rien ; je raconte. On avait entendu un discours très-long et très-ennuyeux sur les couronnes de la place de la Bastille. Un orateur demande la parole : c'est un agent d'affaires. Il déclare qu'il se présente pour la députation. (Étonnement.) « Je veux être représentant, dit-il, parce que j'ai envie des vingt-cinq francs. » (Hilarité.) Suit une profession de foi socialiste des plus satisfaisantes. (On applaudit.) « Mais l'orateur est un légitimiste, il nous a parlé de Henri V, » s'écrie un interrupteur. Le can-

didat s'indigne et proteste. De grands cris s'élèvent dans la salle. Le tumulte est à son comble. Un énorme molosse que son maître a amené à la séance, mêle ses aboiemens aux clameurs de l'auditoire. L'orateur se décide à quitter la tribune. Mais un de ses partisans intervient ; c'est un marchand de peaux de lapin visiblement ému par de copieuses libations. Il s'approche du bureau d'un pas chancelant et interpelle le président dans les termes les plus orduriers. Le commissaire de police, présent à la séance, fait arrêter sur-le-champ le perturbateur. Un des orateurs influents veut s'y opposer. Force reste à la loi. Le marchand de peaux de lapin est emmené par les gendarmes. La séance est levée. Tels sont les enseignements que la démocratie socialiste présente à ses adeptes.

Un spectacle aussi déplorable a été donné dans une réunion socialiste de Montrouge. Le président était ivre ; il est monté à la tribune pour déclamer contre l'intempérance des riches. C'était de l'à-propos. Dans le cours de sa brillante improvisation, il a loué avec effusion la condamnation de Louis XVI, cette *grande expiation*, comme il a dit. Le dégoût de l'auditoire est devenu bientôt manifeste. L'orateur a repris le fauteuil de la présidence. La réunion était installée dans la grande salle d'un cabaret.

La salle Martel a donné asile à un *meeting* de plus de quatre mille personnes. On y comptait au moins trois mille cinq cents curieux. Leur attente a été trompée. La séance a été assommante. Il n'y a eu pour tout divertissement qu'une homélie de l'abbé Chantôme.

L'abbé Chantôme a promis que le socialisme fondrait les glaces du pôle et qu'il irait convertir les cosaques au républicanisme jusque sous leurs tentes. Il y a longtemps que Fourier nous a dit qu'incessamment une aurore boréale changerait les déserts glacés du pôle en une terre promise, favorisée par un printemps sans fin. Quant aux cosaques, j'adopte l'amendement de M. l'abbé Chantôme. Mieux vaut les convertir sur les bords du Don et du Dniéper que de les appeler à Paris comme M. Carnot. La réunion n'a pas duré deux heures ; beaucoup d'ennui, nul enthousiasme ; mais la recette a été bonne, car le public payant était nombreux.

XI

26 février 1850.

Monsieur le rédacteur ,

Il paraît que les trois candidats rouges ne paraîtront plus dans les réunions socialistes. La première épreuve a semblé concluante aux meneurs électoraux. On juge prudent de ne point la renouveler. Pour un spectateur inattentif, leur exhibition devant la réunion Martel a pu paraître un triomphe. Mais les habiles du parti ne s'y sont pas trompés ; la salle

avait été si soigneusement composée, le parterre était si sûr, que les acteurs devaient nécessairement être applaudis. Mais les librettistes n'ont pu se dissimuler l'excessive faiblesse du poëme. L'attitude raide et compassée de M. Carnot, son élocution essoufflée, son langage vide et creux n'ont point échappé au vrai public, si peu nombreux qu'il fût. M. Carnot avait eu le tort de ne pas faire écrire son improvisation par M. J. Reynaud. Et pourtant, c'est le seul qui ait obtenu du succès. La parole monotone et froide de M. Vidal et la malencontreuse allocution de M. de Flotte n'ont fait illusion à personne. L'ouvrier de Paris est fin et railleur ; il entend parfois dans les clubs, sinon de l'éloquence véritable, au moins du mouvement, de la chaleur, quelque chose qui annonce la conviction. Or, il n'y avait rien de semblable dans ces discours ternes et décolorés, sans enthousiasme et sans vigueur. Aussi, toute réflexion faite, a-t-on cru convenable de ne point prodiguer à l'avenir les trois candidats rouges. Les produire trop souvent, les faire parler, serait décidément trop dangereux.

A défaut des trois élus du conclave, une autre exhibition a eu lieu : la scène s'est passée à la salle Montesquieu, devant un auditoire de quatre mille personnes, sous la présidence du citoyen Figuet, ex-boulangier et marchand de vin. Le citoyen Figuet n'a pu offrir à son public les candidats rouges : il lui a offert cinq représentants montagnards : M. Michel (de Bourges), M. Mathieu (de la Drôme), M. Péan, M. Joly père, et M. Savoye, qui sont entrés dans la salle à pas

comptés, la tête haute et le sourire sur les lèvres, aux cris de : Vive la Montagne !

On espérait une séance intéressante. De si grands personnages ne descendent de leur empyrée sur la terre que pour y apporter la lumière et l'éclat. A ma grande surprise, les orateurs de la Montagne ont été plus que médiocres, et la palme de l'éloquence a été cueillie par M. Crocé-Spinelli.

Au début de la séance, M. Crocé-Spinelli a pris la parole ; il s'est adressé « aux commerçants, aux boutiquiers de Paris. » Selon lui, une révolution nouvelle est imminente ; elle est à nos portes, elle va éclater. « Quelles en seront les victimes ? s'est-il écrié. Ce ne seront pas les riches, qui ont des châteaux et des fermes. (M. Crocé-Spinelli avait oublié que les riches ne conserveraient pas longtemps leurs châteaux ni leurs fermes.) Ce ne seront pas les capitalistes, qui cacheront leurs trésors (où les mettront-ils ?) ; ce ne seront pas les gouvernants, qui connaissent la route de Londres (m'est avis que les démocrates socialistes la connaissent bien aussi, sans parler du chemin des fenêtres). » Quoi qu'il en soit, jusque-là, M. Crocé-Spinelli réussissait à merveille. Les bravos et les cris d'admiration se succédaient ; enivré, éperdu, l'orateur poursuit. Il croyait monter au Capitole, et il se jette du haut de la roche Tarpéienne.

« Quelles seront les victimes de la révolution future ? » continue-t-il d'une voix tonnante, ce sera vous autres commerçants : car vos boutiques seront exposées au pillage. » Non, je ne peux vous rendre l'effet

de cette parole, expression naïve d'une pensée qui échappe aux entraînements de l'improvisation. L'orateur semble ébahi ; le citoyen Figuet est consterné. On se récrie, on réclame, on proteste. Enfin l'orateur, essayant une explication telle quelle, balbutie qu'il n'a point attribué le pillage aux démocrates, mais aux cosaques. Ce commentaire était encore plus ingénu que l'aveu : l'aveu subsiste et ne sera point perdu.

Il fallait une diversion : les Montagnards sont intervenus. M. Mathieu (de la Drôme) est venu déclarer que la Montagne allait parler par son organe (organe bien enrhumé, hélas !), et après un court exorde, il a lu le manifeste du parti. Ce manifeste est, dit-on, de M. Michel (de Bourges). C'est un pathos bien lourd et bien indigeste ; même à la salle Montesquieu, il a paru tel. A la suite de M. Mathieu (de la Drôme), M. Joly père a prononcé une harangue en faveur de la République démocratique avec toutes ses conséquences sociales. Après quoi la Montagne s'est retirée. M. Péan n'a parlé ni chanté ; M. Savoye et M. Michel (de Bourges) ont pareillement gardé le silence. L'intermède des Montagnards a semblé froid et dépourvu d'intérêt.

Notons un curieux discours d'un démocrate socialiste, qui est israélite, à en juger par son nom. Le citoyen Lévy a déclamé contre l'expédition de Rome, et a proposé à l'auditoire d'*abjurer la foi catholique*. Le prosélytisme de l'orateur n'a pas fait fortune.

Le citoyen Figuet n'avait dit mot. A dix heures, il s'est levé. « Avant de nous séparer, s'est-il écrié,

crions : Vive la République démocratique et *sociale* ! » Ce cri est répété par plusieurs voix ; mais un grand tumulte s'élève. On reproche au président d'avoir proféré un cri séditieux. Le citoyen Figuet est tout décontenancé ; il confère un instant avec le bureau. Puis il déclare qu'il retire son vivat et qu'il le remplace par ces mots : « Vive la république démocratique avec ses conséquences sociales ! » C'était le mot de M. Joly père. La séance a été levée. Sur quatre mille spectateurs , on comptait au moins trois mille cinq cents curieux. La recette a dû être excellente.

Au boulevard Bourdon, six cents personnes se sont réunies dans un ancien magasin de fourrages ; elles ont entendu le citoyen Deville et le citoyen Malapert : triste régal. A Bercy, on a consumé la séance dans des discussions stériles.

Une mention particulière est due à trois autres *meetings*. Au salon de Mars, un orateur a gourmandé les représentants du peuple qui ne viennent pas dans les séances *s'instruire des besoins du prolétaire*. Il a déclaré ensuite qu'à ses yeux la propriété était un vol, et il a terminé en confessant qu'il était non un socialiste, mais un communiste. Un ouvrier tailleur a dit beaucoup de mal d'un *tigre du nord*. Un étudiant a soutenu que les prétendants à la royauté *fonderaient au soleil de la liberté*. M. l'abbé Chantôme s'est écrié : « Que les kalmouks et les cosaques viennent à Paris, ils boiront de l'eau de la Seine , et ils seront enivrés de liberté. »

A Belleville un orateur a dit qu'il fallait se défier

des bourgeois ; que si certains d'entre eux adhéraient à la liste du conclave, c'était de leur part une ruse de guerre et qu'il fallait redoubler de vigilance. Un autre a longuement déclamé *contre le tigre couronné du nord*. Un troisième a fait en termes violents de la propagande socialiste. M. le commissaire de police a fait observer que la réunion devenait un club. Le président a retiré la parole à l'orateur. Il a été rudement blâmé par l'auditoire, qui l'a taxé de faiblesse.

XII

Paris, ce 27 février.

Monsieur le rédacteur,

La Montagne a entendu les sommations réitérées des réunions socialistes ; elle n'avait pas d'abord l'intention de se mêler à ces comices populaires, puisqu'elle n'y a point paru lors de la nomination des délégués, avant la nomination du conclave. C'était alors pourtant que sa présence pouvait exercer sur le parti une grande influence, donner aux séances plus de retentissement et de solennité, prévenir peut-être une faute aussi irréparable que le choix de M. de Flotte. La Montagne s'est tenue à l'écart ; mais, à la fin, ce rôle commode lui est devenu impossible. Dans

tous les *meetings* on blâmait durement l'indifférence des représentants rouges : on les appelait du nom dangereux d'*aristos* ; on les sommaît de venir, comme autrefois Danton, Robespierre et Marat, se retremper au milieu des vrais démocrates. L'appel a été si répété et si impérieux, qu'il a fallu se rendre. Dans ce parti, on le sait, comme pour le serpent de la fable, c'est la queue qui mène la tête : témoins le 15 mai et le 13 juin. La Montagne a obéi au mot d'ordre qui parlait d'en bas.

A la salle Martel, hier, il y avait cinquante représentants de la Montagne. Ils n'ont pas tous parlé, bien entendu, mais on a pu les contempler. Il y avait quatre mille assistants, et, sur ce nombre, à peine un dixième de démocrates socialistes. Quelle magnifique recette !

La séance a commencé par la lecture du manifeste de la Montagne. Le manifeste a été lu, et assez mal, par le citoyen Baudin, représentant rouge. Le lecteur n'a point tenté de se lancer dans les hasards du commentaire : il a sagement fait. L'abbé Chantôme lui a succédé : son interminable harangue a offert plus d'un exemple du langage figuré et pittoresque. L'orateur a félicité les représentants d'être venus « s'abreuver à la source de leur autorité. » La Montagne a été comparée au géant Antée qui reprend ses forces en touchant la terre, et à l'arbre qui tire sa sève du sol. L'abbé Chantôme a demandé qu'on ne mette plus les scellés sur l'intelligence et que tous les peuples soient libres de faire leur cuisine chacun

chez soi. Les images culinaires ont suivi à foison, et l'orateur a fini par dire : « Je ne veux pas que ma soupe soit faite par Radetzki. » Je crois bien que de son côté Radetzki n'a pas envie d'être le cuisinier de l'abbé Chantôme : ils peuvent s'entendre. L'orateur a terminé par cet axiôme : la puissance temporelle du pape est à jamais détruite.

Tout en disant du mal du pape, l'abbé Chantôme avait dit quelque bien du christianisme. Le citoyen Malapert, irrité, monte à la tribune. On l'applaudit : il résiste magnanimement aux bravos : « O Athéniens ! s'écrie-t-il, vous applaudissez, et Philippe est aux portes. » L'auditoire est assez surpris. Le citoyen Malapert tance vertement l'abbé Chantôme, et lui reproche ses dévoties paroles. On siffle : le citoyen Malapert essaye de se relever par l'éloge obligé des trois candidats : « De Flotte est l'incarnation du prolétaire (c'est un vicomte !) ; Vidal est un homme d'études nocturnes ; Carnot en finira avec les jésuites, les frères ignorantins et les vieux oripeaux. » On l'applaudit enfin, et il regagne sa place, le front rayonnant. Sa popularité vit encore.

Le citoyen Baudin prononce ensuite une allocution. La manie de la métaphore l'a gagné. On a parlé du géant Antée : il demande où est l'Hercule qui séparera le peuple de la Montagne. Pour recommander l'union, il parle de fil de chanvre et de corde, mais il ne peut débrouiller l'écheveau de sa comparaison. Un orateur le remplace : il a l'intention honnête et louable de dissenter sur les affaires étrangères,

et il soutient qu'il suffit de souffler sur les armées russes, prussiennes et autrichiennes, pour les dissiper. Autant d'éloquence perdue; le citoyen Lagrange a paru dans la salle, il est l'objet de l'attention générale; on l'applaudit; il sourit et salue. Enfin il parle. On connaît ses discours. Sa harangue de la salle Martel a été aussi claire, aussi simple, aussi sagement ordonnée que toutes les autres. Le citoyen Lagrange a le monopole de l'enthousiasme, de l'attendrissement et du pathos : laissons-le-lui.

Autre exhibition de représentants montagnards aux Champs-Élysées, dans la réunion électorale de l'Allée des Veuves. M. Mathieu (de la Drôme) a lu le manifeste, et il l'a de plus commenté. Il a plaisanté agréablement à propos de nos soldats, qui *sont devenus*, a-t-il dit, *des soldats du pape*. La saillie a fait rire l'auditoire. M. Charles Lagrange s'est vanté d'avoir proclamé, le premier, la République, et il a annoncé qu'il irait combattre incessamment les cosaques. Un orateur a parlé avec effusion des vertus des transportés de juin. Un autre s'est présenté comme le mandataire de la bourgeoisie. Il a attaqué *l'infâme capital*, et a réclamé l'extermination de ce monstre.

Deux représentants rouges, les citoyens Péan et Dugit, ont honoré de leur présence le meeting de la salle de la Redoute. Ils sont restés muets. Deux discours ont signalé la séance. Dans le premier, on a développé la fameuse thèse du conclave : « La République est-elle au-dessus du droit des majorités? »

L'affirmative naturellement a triomphé. L'orateur a soutenu que la République était de droit naturel : « C'est, a-t-il dit, la conscience des nations. » A ce compte, si l'on excepte la France, la Suisse et l'État de Saint-Marin, toutes les nations de l'Europe n'ont pas de conscience. « Pour fonder la République, il faut renoncer, d'après l'orateur, à l'idolâtrie de l'État, de l'Église, du gouvernement. » C'est, on le voit, un partisan de l'anarchie qui parlait. Prenant ensuite à partie les bourgeois (on les cajole ici et là on les maltraite), il les a accusés de vouloir déchaîner les paysans pour faire égorger les ouvriers des villes. Par ce chemin un peu long, il est enfin arrivé à l'apologie des trois candidats rouges, qui ne sont combattus, a-t-il dit, « que par les cosaques du dedans. »

Le second discours a été une réclame. Il s'agit de fonder un journal mensuel intitulé : *l'Homme libre*. Le fondateur de ce journal à venir a révélé le principe ternaire de sa doctrine. Nous le reproduisons tel qu'il se trouve en tête de ses prospectus :

SOLIDARITÉ.	INTELLIGIBILITÉ.	PRATICABILITÉ.
Du pain d'abord.	Du travail ensuite.	Du bien-être après.

La formule n'est pas fort claire, mais on a compris qu'avant de travailler on a le droit d'être nourri. Cela a suffi pour procurer à l'orateur de justes applaudissements.

Permettez-moi de vous conduire à Gentilly, à La Chapelle et à Montrouge. A Gentilly, la séance est

ouverte dans un cabaret. La réunion était peu nombreuse ; on y dit cependant de fort belles choses. Un orateur, à la fois prosateur et poète, a prononcé un discours : sa prose rimée et ses rimes prosaïques ont fait fanatisme. Il a dit que tous les trônes de l'Europe *sentent le roussi*, que le meilleur président de la République serait de n'en point avoir, que la décoration de la Légion d'honneur doit être abolie parce qu'elle est le prix du sang, et qu'enfin (la péroraison était triomphante) il fallait que l'État fît une rente de 5 fr. par jour aux citoyens nécessiteux. Ce dernier point a conquis tous les suffrages. S'il en était ainsi, que de citoyens nécessiteux ! Mais qui payerait l'impôt ?

Un autre orateur est venu annoncer que les socialistes seraient bientôt vainqueurs « s'il n'y avait pas d'armée pour servir les tyrans. » L'armée est comme la bourgeoisie : maudite ou adulée, selon le besoin du moment. Enfin, le citoyen Lévy, qui est décidément un grand convertisseur, est venu sommer l'auditoire d'opter entre le catholicisme et le socialisme.

Une scène excellente a eu lieu à Montrouge. Au début de la séance, le président proteste, selon l'usage, contre la présence du commissaire de police. Ce dernier demeure, selon l'usage. Mais un grand vacarme éclate. L'autorité du président est méconnue, le bureau est envahi. Alors le président réclame le secours du commissaire de police, et le somme de rétablir l'ordre. L'ordre se rétablit. Un farouche interpellateur se précipite à la tribune et reproche au

président ses lâches complaisances pour le commissaire de police. Le président, le visage enflammé par le dépit, répond avec aigreur. Le farouche interpellateur est défendu par un orateur qui s'écrie que si le socialisme comptait cent hommes comme lui, tous les trônes du monde tomberaient en poudre. D'autres assistants se déclarent pour le président. La dispute s'échauffait, quand un orateur fait remarquer qu'il est bon que le commissaire de police soit là pour se convertir au socialisme. Le tumulte s'apaise et on parle des élections.

Je n'ai noté que deux discours : celui d'un jeune démocrate qui a conjuré les bons citoyens de déposer leurs gargousses dans l'obusier qui doit lancer à l'Europe les trois étoiles du socialisme (textuel), et celui d'un vieux jacobin qui s'est vanté d'avoir connu le père Carnot : « Il a voté la mort de Louis XVI, qui l'avait bien mérité, a-t-il dit ; c'est pour cela que j'ai confiance en son fils. »

XIII

28 février 1850.

Monsieur le rédacteur,

L'intervention des représentants montagnards a changé le caractère des réunions électorales du parti

socialiste. Je l'avais prévu quand j'ai appris que la Montagne venait se mêler à ces comices populaires ; pour y jeter l'esprit de trouble et de désordre, il lui suffisait d'y apporter ses habitudes parlementaires. Avant son apparition, les *meetings* socialistes s'occupaient des questions électorales : on y trouvait quelque discipline et quelque respect pour la légalité ; les cris séditieux y étaient souvent interdits par l'initiative du bureau ; les excentricités de langage et les exagérations d'idées que se permettaient certains orateurs excitaient la surprise et même la désapprobation de l'auditoire. Il n'en est plus ainsi.

Les réunions électorales deviennent de véritables clubs : on y entend des paroles de haine et de violence, des appels à la guerre civile et à la spoliation ; pour passionner leur auditoire, les orateurs prononcent des discours aussi ardents, aussi dangereux que les discours qui retentissaient au club Blanqui, la veille des mauvais jours. La Montagne reste fidèle à son rôle : provocatrice avant la lutte, elle ferait sans doute encore défection au moment du combat. Image dégénérée de la Montagne de 93, elle n'en a plus l'audace, elle en a encore les instincts. Elle parlait haut le 22 juin 1848 ; le 23 juin, elle ne parut sur aucune barricade. Elle criait aux armes le 12 juin 1849 ; le 13 juin, elle désavouait ses proclamations. En ce moment, elle prodigue l'insulte au pouvoir, la menace à la bourgeoisie, la flatterie et le mensonge aux masses populaires. Elle sème le vent et la tempête ; les esprits s'animent, les têtes s'échauffent,

l'exaltation révolutionnaire commence. Entrons dans les réunions socialistes, et nous trouverons la Montagne à l'œuvre.

Nous sommes à Montmartre, à l'Ermitage, devant deux mille personnes environ. On y entend d'abord quelques discours sans importance. Un orateur définit le socialisme : « Le socialisme est, dit-il, une rose dont les jésuites sont les épines. » Un ancien rédacteur du *National* conteste que le Christ ait fondé le christianisme. « Jésus-Christ est mort juif, » dit-il. Ceci n'est que ridicule. Passons. Mais un autre citoyen monte à la tribune. Selon lui, il n'y a plus en France que des *patriotes* et des *brigands*. Les patriotes, ce sont, bien entendu, les socialistes; les brigands, ce sont, comme de raison, les défenseurs de l'ordre social. Mais le temps est venu où il faut fonder la vraie république. Plus de voitures, plus de calèches; elles ne doivent servir qu'aux malades et aux blessés. Plus d'argenterie; qu'on apporte ces vains hochets sur l'autel de la patrie, et qu'on mange avec des fourchettes et des cuillers de bois. Il est temps de tirer vengeance des *infâmes coquins* qui ont détruit les hommes purs au 9 thermidor. C'est dire assez clairement qu'il s'agit de reprendre les traditions de la terreur. Ces paroles ont été accueillies par de vifs applaudissements. L'orateur, encouragé, poursuit : il engage à voter pour les trois candidats rouges. « Faites-le, nommez-les, s'écrie-t-il; c'en est fait de la réaction, et les Cosaques sont refoulés jusque dans les déserts les plus reculés. » Le ton ronflant de l'orateur

provoque quelques rires ironiques. « Silence! dit le président d'une voix courroucée; il y a donc ici des gens payés par la réaction? »

On entend plusieurs députés Montagnards : le citoyen Lamarque, le citoyen Roselli et le citoyen Baune. Les deux premiers sont d'une faiblesse désespérante : on ne parlera jamais, il faut l'espérer, de leur *génie*. Le citoyen Baune produit plus d'effet, grâce à ses périodes emphatiques et à ses images pompeuses. Il prédit la chute prochaine du gouvernement et le triomphe de la République démocratique et sociale.

Alors le président se lève, et dans un mouvement d'enthousiasme presque lyrique, il s'écrie : « La Montagne vient à nous! vive la Montagne! la Montagne est venue à nous! honneur à la Montagne! Que nos ennemis tremblent! Malheur sur eux! »

La parole est donnée à M. Michel (de Bourges). M. Michel (de Bourges) est l'un des meneurs les plus influents du parti rouge. C'est lui qui, à Versailles, a dirigé la défense des accusés, et l'on sait avec quel bonheur! C'est lui qui a rédigé le récent manifeste de la Montagne, et l'on sait dans quel esprit! M. Michel (de Bourges) est un chef du socialisme. On peut s'en étonner. Avant la révolution de février, il était devenu suspect à son parti. Il était notoire qu'il avait cessé d'être radical, et, dans un procès célèbre, on lui reprocha amèrement son intimité avec M. de Montalivet. Mais il faut se faire pardonner ce passé équivoque à force d'exagération et de zèle : M. Michel

(de Bourges) n'y manque pas. — Écoutons-le :

D'après M. Michel (de Bourges), la terreur est au cœur des ennemis du *peuple* (on sait ce que ce mot veut dire dans l'argot des socialistes). Le *peuple* est tout ; le reste rien. La vérité habite l'âme du *peuple* ; partout ailleurs il n'y a que mensonge. « Les temps sont venus, s'est écrié l'orateur : Le *peuple* va régner. (Bravos.) Je vois briller à vos fronts, à vous tous, le diadème de la royauté. Le lendemain de son triomphe, le *peuple* examinera l'origine des fortunes et du capital ; le *peuple* dressera les comptes de la bourgeoisie, et certes il en a bien le droit, comme il a examiné les comptes de la royauté. (Applaudissements.) A moins que la bourgeoisie ne fasse volontiers le sacrifice, ce à quoi je l'engage fortement. (Tonnerre de bravos.) Le *peuple* produit tout ; c'est à lui que tout appartient. (Acclamations). »

Je cite textuellement. Les *bourgeois* savent maintenant à quoi s'en tenir et ils peuvent se préparer à la liquidation générale.

Le président du *meeting*, avant de lever la séance, a donné l'accolade fraternelle au citoyen Michel (de Bourges) sur l'invitation de l'assemblée. Il a ensuite poussé le cri de *vive la République universelle*. L'auditoire s'est dispersé en répétant ce cri.

A La Villette, nous allons rencontrer les mêmes doctrines, les mêmes passions. Trois députés montagnards ont pris la parole, les citoyens Testelin, Bancel et Ch. Lagrange. On avait écouté, avant qu'ils prissent la parole, plusieurs discours. Dans l'un d'eux,

on avait appelé le parti de l'ordre la *trilogie* des *bourreaux*, des *assassins* et des *égorgeurs*. Le citoyen Testelin a été le plus modéré des trois représentants rouges. Il a fait à sa façon l'histoire des deux révolutions de 1789 et de 1848. Dans la première, les bourgeois et les prolétaires étaient unis contre deux classes, la noblesse et le clergé ; la seconde a fait éclater l'antagonisme de la bourgeoisie et du *peuple*.

Pour la violence de la forme et du fond, le citoyen Bancel a prononcé un discours qui est le digne pendant du discours de M. Michel (de Bourges). En vrai Montagnard, il a fait la satire des actes de l'Assemblée nationale, et il a attaqué la majorité. A l'entendre, deux partis divisent la chambre : le parti de l'oppression et le parti de l'affranchissement. L'affranchissement y compte cent trente défenseurs ; l'oppression, cinq cents séides. La Plaine conspire : elle a confisqué toutes les libertés, elle a décimé la minorité après le 13 juin, elle a entravé la défense devant la haute cour de Versailles ; elle pactise avec l'étranger. Tel est le résumé du discours du citoyen Bancel.

Le citoyen Lagrange lui a succédé. Sa voix hâlante et brisée, sa chevelure ondoyante, son geste brusque, ses attitudes bizarres, nous les avons retrouvés là comme à la chambre. Mais son langage était empreint d'une colère sourde et d'une exaltation fébrile que nous ne lui connaissions pas. A la chambre, il est plus grave, plus contenu, plus onctueux. Pourquoi n'est-il pas toujours maître de lui comme à la chambre ?

La harangue n'a pas été longue, mais l'orateur a déclaré qu'il lutterait toute sa vie *contre les abominables majorités*. Nous savons, en effet, que tel est le rôle de M. Lagrange. Il a ensuite péroré contre l'expédition romaine. Il a dit que le moment était venu d'être socialistes ou jésuites, et il a terminé par cette maxime : L'union fait la force. On lui a décerné une véritable ovation.

A la salle de la Redoute, on a fait venir aussi des Montagnards. Leur présence a eu le même résultat. Là aussi on a proclamé qu'il n'y avait plus en France que des socialistes et des jésuites. C'est ainsi que le parti rouge pose la question. Le citoyen Joly père a commencé son discours par ce cri : *Vive la République démocratique avec ses conséquences sociales !* La pensée n'était pas assez claire, il a ajouté que la République était le moyen et le socialisme le but. Une croisade se prépare contre la France; il faut s'apprêter au combat. La réaction est au pouvoir, elle s'efforce d'endormir la nation, elle trahit l'honneur de la France.

Le citoyen Joly père était au plus fort de son éloquence. Une voix forte s'élève et lui crie : « Ceux que vous insultez veulent le bien du peuple autant et plus que vous. » Ces mots excitent une incroyable effervescence dans l'auditoire. On veut jeter à la porte l'interrupteur; mais ce dernier insiste si énergiquement pour s'expliquer, qu'on lui permet de prendre la parole : « Je ne parlais pas à l'orateur, dit-il, je m'adressais à tous les socialistes. Ils veulent changer les lois et l'ordre social : c'est un crime contre les in-

térêts du peuple. On a dit que le socialisme émancipait les ouvriers; on ne l'a pas attendu pour cela : autour de nous que de patrons, que de propriétaires qui ont été des ouvriers ! On parle des cosaques ; s'il faut les vaincre, j'aime mieux me battre sous les ordres de nos braves généraux que sous ceux des députés de la Montagne... »

L'orateur avait trop de bon sens pour être longtemps écouté. Sa voix est étouffée sous les cris et les huées, et le citoyen Joly père l'accuse d'être *un disciple de Malthus*. Le citoyen Joly reprend son discours au milieu d'applaudissements frénétiques, et soutient que le jour va luire où les oppresseurs vont enfin subir la loi des opprimés.

A Belleville, on a eu aussi le bonheur d'ouïr le citoyen Joly père. Il a parlé de la Montagne encore debout, bien que frappée de la foudre, de la vieille Montagne, dont la Montagne de nos jours est fière de suivre la trace, de la vraie République qui va amener une transformation sociale, des cosaques et des kalmoucks, des instituteurs primaires de Saône-et-Loire, de Gustave-Adolphe, de la bataille de Leipsick, du catholicisme, du protestantisme, des penseurs à gages. Après cette course à bride abattue à travers tant d'idées et de mots, il a expliqué que la Montagne voulait supprimer les impôts, l'impôt des patentes, les impôts indirects..... Tant et si bien que le commissaire de police présent à la séance a cru devoir faire observer que la réunion dégénérerait en club. Le président a averti M. Joly. M. Joly a protesté ; mais

heureusement le fil de son discours était rompu : il s'est rassis, et l'on a respiré.

Je ne puis clore cette lettre sans vous parler de la réunion de Montrouge. Un orateur y a dit que l'*Union électorale* était un repaire de brigands. Un autre s'est écrié : « Prenez garde, ne donnez pas vos filles à garder à la caste des prêtres, car, au lieu d'en faire d'honnêtes femmes, ils vous les rendraient déshonorées. » Enfin un homme à moitié ivre (on dit que c'est un ecclésiastique interdit) s'est avancé, est monté à la tribune, et a invité à voter pour les trois représentants rouges, qui sont, a-t-il dit, des représentants *rigolo*.

Ensuite, faisant force signes de croix, l'orateur a prononcé la litanie suivante :

« Mon Dieu, qui êtes tout-puissant, faites arriver à » la chambre de Flotte, Vidal et Carnot.

» Mon Dieu ! vous qui aimez la France, faites que » de Flotte, Vidal et Carnot soient nommés.

» Mon Dieu, vous qui voulez le bonheur du peuple, » faites que Carnot, de Flotte et Vidal soient nos représentants. (*Signe de croix.*) Au nom du Père, du » Fils et du Saint-Esprit. »

L'assemblée a répondu : *Amen !* à cette farce sacrilège.

C'est ainsi qu'aux beaux temps de 93, les patriotes et les tricoteuses récitaient des litanies au *saint cœur de Marat*.

XIV

1^{er} Mars 1850.

Monsieur le rédacteur,

Une exhibition des députés montagnards a eu lieu à la salle Martel. Je ne sais à qui revient l'honneur de la mise en scène dans les réunions de la salle de la Fraternité; mais il y a là un homme adroit, à coup sûr. L'entrée des représentants avait été ménagée avec un soin extrême : l'accès du bureau leur a été facile, malgré la foule des auditeurs. Les acclamations qui ont éclaté sur leur passage étaient *étouffées* et *nourries* comme des chœurs d'opéra. Les députés ont fait de leur mieux pour répondre, par la majesté de leur attitude, à l'habileté de ces préparatifs; seulement l'un deux, en trébuchant contre un tabouret, a manqué son entrée et a failli compromettre l'effet de la cérémonie.

Avant l'arrivée des Montagnards, on avait entendu plusieurs discours. On y avait tracé, comme de raison, le panégyrique des trois candidats rouges. Un orateur naïf avait caractérisé fort justement la liste du conclave en disant *qu'elle est une protestation contre tout ce qui existe*. Le premier représentant qui a parlé a été le citoyen Mathieu (de la Drôme).

Le citoyen Mathieu a pris le nom d'un prédicateur pour annoncer « qu'il venait évangéliser ceux qui n'ont pas encore le bonheur de posséder la foi démocratique. » Il a dit qu'une manifestation, qu'une démonstration était devenue nécessaire : « La presse est persécutée ; il faut protester au nom de la liberté de penser. A Rome, la France a manqué à sa parole, il faut flétrir son parjure. » Quels admirables patriotes que les représentants de la Montagne ! Le citoyen Mathieu, continuant son oraison, a entrepris de prouver que le socialisme était compatible avec l'ordre. Son argumentation a été curieuse : « L'ordre, a-t-il dit, c'est le travail. Or, sous les monarchies, le travail est abject (exemple : l'Angleterre). Sous la République sociale seulement le travail est glorifié (témoins les ateliers nationaux et le droit au travail qui n'est que le droit à la paresse et à l'oisiveté).

Le citoyen Emmanuel Arago est monté à la tribune avec fracas, l'œil enflammé, la voix tonnante. « Je viens, s'est-il écrié, vous dénoncer un grand mensonge : le royalisme se donne le nom du grand parti de l'ordre. Qu'y a-t-il au fond du régime actuel ? L'oppression du faible par le fort, l'oppression du petit par le grand. Sous la vraie République, on verra enfin se réaliser la devise *Liberté, Egalité, Fraternité*. Pour l'établir, il faut nécessairement changer les bases de l'impôt. La première réforme que nous exigerons, ce sera donc une modification sérieuse de l'impôt. Une autre qu'on sera bien obligé de nous donner (l'orateur a pris ici le ton le plus menaçant),

c'est l'enseignement gratuit, universel, obligatoire. Le père de famille n'a pas le droit de séquestrer l'intelligence de ses enfants. » On voit quel respect la Montagne professe pour les droits du père de famille, et comment elle entend la liberté d'enseignement. Là aussi, pour elle, le mot de liberté est le synonyme de tyrannie. Le citoyen Arago a terminé en disant que la République a vécu et vit encore malgré la majorité de l'Assemblée, et qu'elle résistera à tout, même à des embrassements hypocrites.

Ces discours avaient jeté dans l'auditoire la plus vive émotion. Le président de la séance a prononcé une courte allocution. Il a fini par ces paroles significatives : « Boutiquiers ! si vous ne venez pas à nous, prenez garde ; vos enfants ne seront pas même ouvriers ! » Il y a deux jours, on prodiguait encore les caresses aux commerçants. Aujourd'hui l'heure de la menace est venue.

A Neuilly, la présence des Montagnards a donné à la réunion socialiste le même caractère. Avant qu'un représentant rouge montât à la tribune, on avait déjà entendu des discours violents. On avait attaqué les bourgeois, *ces vampires et ces sangsues* du peuple ; on avait vanté le catéchisme de Carnot, où se trouve, a-t-on dit, cette question : Le riche mangera-t-il toujours le pauvre ? On avait dit enfin que Vidal est la *bête noire de toute la boutique*. Un Montagnard est venu enchérir sur ces déclamations : c'est le citoyen Boysset.

« L'heure est solennelle, est venu dire le citoyen

Boysset. L'on va choisir entre la République et la monarchie, entre le *gouvernement populaire* et le despotisme ancien. Soyez libres ou esclaves, Français ou Cosaques. Que voit-on maintenant ? il y a à l'intérieur une épouvantable compression. A l'extérieur, deux millions d'hommes se préparent à la guerre contre la France. La société est condamnée : il faudrait lui imprimer au front un fer brûlant. Sur vingt-un mille enfants d'ouvriers, près de vingt mille meurent dans les cinq premières années » (à ce compte il y a longtemps qu'il n'y aurait plus d'habitants en France). Il est temps d'en finir avec les iniquités sociales. Ajoutez à ces exagérations mensongères une diatribe contre les soldats, à qui l'on dit : « Vous tirerez sur vos frères, » et de plates flatteries à l'adresse du peuple, « dont les représentants du peuple ne sont que les humbles commis, » et vous aurez une juste idée du discours du citoyen Boysset. Sur deux cent cinquante auditeurs environ, le tiers à peu près a fait entendre des acclamations et des bravos.

Je vous conduirai encore au salon de Mars : nous y trouverons la Montagne. Au début de la séance, un orateur a révélé mystérieusement que « le prince de Joinville est, dit-on, à Paris. » Il a dit, en outre, que tous les fonctionnaires publics sont en ce moment des mouchards. Un représentant de la Montagne, le citoyen Combier, a annoncé qu'il venait au nom des citoyens Bac et Detours. Le citoyen Combier a déclaré que « la patrie est en danger. Partout il y a des traîtres. Il faut avoir l'œil sur les enne mi du de-

hors, et l'œil sur les ennemis du dedans. » C'est un médiocre orateur que le citoyen Combier ; mais il paraît dévoré du zèle révolutionnaire : c'est un vrai patriote de 93. Ainsi devait parler Chaumette.

Le fils d'un condamné de la Haute-Cour de Versailles a expliqué ce que c'était que la *fusion*. La *fusion* n'est pas un abandon de principes de la part du socialisme : il n'y a eu ni concession ni transaction. On a seulement accueilli sous le drapeau socialiste de nouveaux convertis, de nouveaux adeptes. L'orateur a défini ensuite le socialisme : la science de procurer à tous du travail et de l'aisance. Nous savons si la pratique, en fait de socialisme, répond à la théorie ; le socialisme a organisé la fainéantise et la misère.

La réunion socialiste de l'allée des Veuves a été froide et insignifiante. On avait promis à l'auditoire le citoyen Joly père et l'abbé Chantôme, deux orateurs socialistes d'égale valeur. L'attente générale a été déçue : ni l'un ni l'autre n'ont paru. La séance était présidée par un commis-voyageur assisté de quatre journalistes. Un orateur a fulminé contre la réaction : il l'a menacée de *la ressource des journées de septembre*. Un rédacteur de *la Voix du Peuple* a reproché à l'armée de voter pour des généraux. « Pour vaincre, a-t-il dit, l'armée n'a pas besoin d'état-major. » Un autre citoyen a soutenu que l'intérêt des bourgeois et des prolétaires était de s'unir pour détruire *l'infâme capital*.

XV

2 mars 1850.

Monsieur le rédacteur,

La Montagne continue sa tournée électorale. Douze Montagnards assistaient à la réunion qui a eu lieu hier au boulevard Bourdon, dans un hangar qui a servi de magasin aux fourrages. Au bout de la séance, le président a prévenu l'auditoire de la présence de ces augustes hôtes, qui « sont venus, a-t-il dit, pour nous éclairer. » A quoi l'on a répondu par des applaudissements et par des cris : *Vive la Montagne !*

Avant d'entendre les Montagnards, on a écouté un orateur qui accuse les capitalistes de tous les maux du pays. « Ils sont coupables ! s'est-il écrié, car ils ont retiré leurs capitaux après février. » L'orateur a critiqué vivement *tous les actes de tous les pouvoirs qui se sont succédé depuis 1848*. Il a soutenu, en criant très-fort, qu'il était bâillonné. Il a blâmé, sans songer à ses récents amis du *National*, l'impôt des 45 centimes, la loi sur les attroupements, la loi sur la presse, et il a demandé qu'on dispersât, à tout jamais, l'armée liberticide des prêtres et des privilégiés.

Le citoyen Lagrange a pris la parole. Il paraissait

plus calme qu'à la salle de la Redoute. Il a annoncé qu'il était très-souffrant : son visage défait, sa voix plus éteinte qu'à l'ordinaire, attestaient en effet un état de malaise. Le citoyen Lagrange a remercié les auditeurs du généreux concours qu'ils lui avaient prêté sur les barricades. Il a annoncé que son intention bien formelle était de se faire tuer pour la République, et il a porté un défi à tous les *Carliers du monde*.

On a entendu ensuite le citoyen Volken; il a fait allusion à une scène qui avait ouvert la séance. Le président avait, au commencement de la réunion, formulé sa protestation obligée contre la présence du commissaire de police. Ce fonctionnaire avait répondu très-hébetement qu'il était là par la volonté de la loi, et qu'il saurait la faire respecter. Cette parole a excité les réclamations du citoyen Volken. « Dans cette enceinte, a-t-il dit, on ne doit faire respecter d'autre autorité que la souveraineté du peuple. Les magistrats ne sont faits que pour servir le peuple. »

Le citoyen Michel (de Bourges) lui a succédé. Le citoyen Michel n'a eu garde de combattre la théorie du citoyen Volken. Il s'est plaint, lui aussi, de ne parler que sous l'œil de la... société, en désignant de la main et de l'accent le commissaire de police présent à la séance. Cette pauvre société est bien odieuse au citoyen Michel (de Bourges), car il a prononcé ces paroles du ton cavernex et avec le geste convulsif d'un possédé se débattant sous l'obsession de l'esprit du mal. Imitant les fagorneries de son collègue, à

l'égard des démocrates socialistes qui l'écoutaient, il a dit qu'il était le *serviteur du peuple*, ajoutant presque aussitôt qu'*autrefois on flattait les souverains, mais qu'on ne flattait pas le peuple*. Les courtisans habiles ont, en effet, la prétention de ne dire que des vérités. Le citoyen Michel a comparé ensuite le hangar du magasin à fourrage à l'orangerie de Versailles, et le *meeting* du boulevard Bourdon au serment du Jeu de Paume. Où donc étaient, citoyen Michel, le sage Bailly, l'intègre Rolland et Mirabeau, Mirabeau surtout?

Je vous ai dit un mot du passé de M. Michel (de Bourges) dans une lettre précédente. Permettez-moi de vous raconter la scène judiciaire à laquelle je faisais allusion.

C'était devant la cour d'assises. M. Michel (de Bourges), alors avocat, plaidait pour le journal de la préfecture contre un républicain. Oui, le rédacteur du manifeste montagnard, le fougueux orateur qui veut que la bourgeoisie rende ses comptes, et que les Rhadamantes du socialisme jugent l'origine des fortunes, en était venu à ce point de plaider pour un journal ministériel contre un radical. Son plaidoyer contient l'exposé et la défense de ses nouvelles doctrines. M^e Michel (de Bourges) déclara qu'il « s'était séparé de la démocratie par crainte de la démagogie. » On ne saurait assurément être plus clair. L'avocat de la partie adverse s'émerveilla de ce changement. Dans sa réplique, M. Michel s'écria : Eh ! mon Dieu, oui, j'ai quitté ces régions orageuses. Je

me suis retiré dans la solitude, au milieu de mes livres. Je vis avec Platon... avec Montaigne... avec Montesquieu. — Et avec *Montalivet*, s'écria une voix dans l'auditoire, imitant l'inflexion de voix et terminant la période de l'orateur. La salle entière éclata de rire, et M. Michel (de Bourges) ne souffla mot.

Revenons au boulevard Bourdon. Après quelques discours, le citoyen Mathieu (de la Drôme) monta à la tribune. Sa harangue, traînante et lourde, n'a offert qu'un trait remarquable. L'orateur s'est vanté d'avoir, le premier, parlé du droit au travail, et il a demandé qu'on inscrivît sur sa tombe ces mots : « Cigît le représentant du peuple qui a inventé le droit au travail. » Triste épitaphe !

A Belleville, nous avons encore entendu le citoyen Lagrange, qui a rappelé qu'après février il a été colonel du 6^e arrondissement. Il y a poursuivi le cours de ses antithèses. Selon lui, la France est divisée en fidèles et en traîtres, en jésuites et en républicains, en honnêtes gens et en malhonnêtes gens. « Nous n'avons, s'est-il écrié, que deux sortes d'ennemis : la *gouape d'en haut* (bravos) et la *gouape d'en bas*. (Marques d'étonnement.)

Quel noble langage ! Avant cette allocution du citoyen Lagrange, on avait entendu une longue oraison du citoyen Malapert. Le citoyen Malapert s'est appesanti (c'est le mot) sur l'éloge de M. Carnot. A l'en croire, c'est l'homme qu'il faut. Il a relevé le pays en intelligence et en moralité (en préconisant l'ignorance et en poussant les instituteurs dans la propa-

gande socialiste). Voilà pour le passé. Quant à l'avenir, il « coupera pour toujours l'arbre monarchique »

Le citoyen Malapert a annoncé que M. Vidal serait nommé infailliblement dans le Bas-Rhin et que M. Carnot serait indubitablement élu dans l'Ardèche. Il a de plus révélé qu'ils opteraient pour les départements en cas de double élection, afin de rallumer à Paris le foyer de l'agitation électorale. Cette pensée a excité chez l'orateur (c'est un candidat malheureux) un transport lyrique : « Nous nous reverrons, s'est-il écrié, nous pourrons donc contempler encore nos magnifiques réunions. »

La liste de l'*Union électorale* renferme, parmi les dix noms qu'elle signalait aux suffrages des électeurs, le nom de M. Eck, qui a été ouvrier avant de conquérir par ses œuvres une place distinguée dans les beaux-arts et dans l'industrie. C'était un assez singulier contraste avec la liste du conclave, qui présente un *vicomte* et un *comte* au vote de la démocratie socialiste. Le citoyen Malapert s'est égayé à propos de la candidature de M. Eck. « C'est un habile fondeur de cloches. Eh bien ! qu'il fonde des cloches, s'est-il écrié d'un ton badin. » Vraiment ! voilà comment on traite, là où vous parlez, citoyen Malapert, les ouvriers parvenus !

Un orateur est venu dénoncer un crime des réactionnaires. Ils achètent des créances contre les démocrates pour les *débîner* (sic). Allons donc ! Est-ce que les démocrates ont des dettes ? Le même a comparé les bourgeois à des chiens à la queue desquels on

attache des casseroles. La peur seule les fait marcher, a-t-il dit. La comparaison est flatteuse.

Nous retrouvons la Montagne à Gentilly. La réunion était nombreuse. Le bureau était composé de purs démocrates. On y voyait briller ce fameux commissaire de M. Ledru-Rollin qui, chargé d'administrer cinq départements, a été poursuivi de ville en ville par un huissier, évidemment vendu à la réaction, et assez mauvais citoyen pour vouloir l'appréhender au corps. La séance a été extrêmement tumultueuse. Pour y rétablir l'ordre, il n'a fallu rien moins que l'entrée solennelle de cinq Montagnards, les citoyens Joly père, Bertholon, Ronjat, Cholat et Lasteyras. Sur l'invitation du président, ils ont pris place au bureau. La séance se tenait au cabaret, dans la salle de danse des jours de fête. Le bureau était juché sur les tréteaux de l'orchestre. Les cinq Montagnards s'y sont installés.

Trois représentants rouges ont pris la parole, les citoyens Joly père, Bertholon et Ronjat. Le premier a déclamé longuement contre la réaction, les deux autres ont parlé ; c'est tout ce que j'en puis dire. Le citoyen Ronjat est ce Montagnard célèbre à l'Assemblée, avait le 13 juin, par sa barbe touffue et diaprée comme la crinière d'un lion. Le 14, on le vit reparaître le menton ras. Sa barbe a eu le temps de repousser.

A Saint-Denis, on attendait la visite des représentants de la Montagne. Jusqu'à neuf heures on a patienté. Pour tuer le temps, on a lu le Manifeste et

écouté quelques orateurs. A neuf heures et demie, nul Montagnard n'ayant été signalé à l'horizon, la séance a été levée.

XVI

3 mars 1850.

Monsieur le rédacteur,

Une nouvelle manifestation de la Montagne a eu lieu à la salle de la Fraternité, rue Martel. On y comptait douze représentants rouges. De ces douze apôtres du socialisme, six ont parlé, et notamment le citoyen Michel (de Bourges) ; c'est dire que la séance a été curieuse.

Près de cinq mille personnes s'étaient entassées dans la salle de la Fraternité. Au début de la séance, un orateur a prononcé un discours vague et décousu : le Président de la République y a été l'objet des attaques les plus vives. « Cet homme, a-t-il été dit, est un hochet de circonstance, un insensé mannequin qui ne peut être pour les peuples qu'un despote et qu'un tyran. » Voilà comment ces preux chevaliers du suffrage universel respectent les pouvoirs issus du vote populaire.

Un représentant rouge se lève ; c'est le citoyen

Cassal. On crie avec ensemble et vigueur : Vive la Montagne ! Les douze Montagnards, debout et avec de grands gestes, crient à tue-tête : Vive le *peuple* ! Cet échange de politesse a été suivi d'un discours du citoyen Cassal. Ce discours a été fort médiocre. Deux passages seulement méritent une mention. Le citoyen Cassal s'est écrié : « Nous qui luttons pour vous dans une autre enceinte, nous vous le disons, il nous faut des auxiliaires. Envoyez-nous du renfort. » Plus loin l'orateur a dit : « Quand de nobles dames viennent dans vos réunions, vous ne les insultez pas. Si vos femmes allaient dans leurs réunions, à eux, comment les traiterait-on ? » Par ces deux citations, on peut apprécier la valeur oratoire du citoyen Cassal.

Le citoyen Nadaud lui a succédé. C'est lui, dit-on, qui doit être maire de Paris si le socialisme triomphe. C'est donc un orateur important. Le citoyen Nadaud a annoncé qu'on pouvait « augmenter la paye de l'ouvrier de 1 fr. 50 c. par jour, quand on voudra, sans secousse, sans danger. » Le citoyen Nadaud ajoutait : « Nous avons trouvé ce secret-là (anxiété générale) : il suffit d'avoir recours à l'association et de remplacer le patron par un gérant. » (Bravos.) Le citoyen Nadaud oubliait évidemment les associations ouvrières agonisantes ou anéanties, et surtout les établissements des cuisiniers réunis, aboutissant presque tous à la ruine et plusieurs à la police correctionnelle. Le secret est merveilleux, citoyen Nadaud.

Je ne dirai rien des discours des citoyens Chancel, Magen et Savoye. Beaucoup de mots, encore plus de

sophismes, voilà ces discours. Après quoi, un délégué socialiste a pris la parole pour s'écrier : « En vous voyant, citoyens Montagnards, j'ai cru voir les ombres des citoyens de la première Montagne, de celle de 93. J'ai cru voir Marat, Robespierre, Billaud-Varennes. » (Tonnerre de bravos.)—Le voile est tombé : tels sont les souvenirs qu'on évoque et les noms qu'on glorifie.

Le citoyen Michel (de Bourges) se lève. Des clameurs enthousiastes retentissent de toutes parts. Voici les principaux passages de son discours :

« Ces témoignages, dit-il, s'adressent, non à moi,
» mais à l'idée que je représente, à l'idée des indignes
» mais dévoués représentants du peuple, à l'idée qui
» se manifeste ici dans ce *palais du peuple*, avec toute
» sa grandeur et toute sa puissance... Je peux bien
» dire le *palais du peuple*, car à l'avenir on ne bâtira
» plus de palais que pour le peuple.

» Cette *idée*, c'est le cœur du peuple. Le cœur du
» peuple, voilà l'idée. »

Après ce début, le citoyen Michel a fait l'éloge des candidats, et a parlé du triomphe prochain du socialisme. Je continue à citer ses paroles :

« Un jour, Vidal examinera ce que c'est que le *capital*, quelle est son *origine*, sa transformation, son
» *droit*. Il me semble que le peuple a bien le droit
» d'examiner ces choses-là : il a bien eu un jour l'au-
» dace d'examiner les royautés.

» Vous voulez être logés, travailleurs qui m'enten-

» dez. C'est bien votre droit. C'est vous qui construi-
» sez les maisons, pourquoi ne les habiteriez-vous
» pas ? C'est vous qui tissez les robes de soie, et le
» ver qui produit la soie est mieux nourri que ceux
» qui la mettent en œuvre.

» Heureux, cent fois heureux les Moïse de la démo-
» cratie, qui pourront vous conduire à la terre pre-
» mise !

» Il y a moins de distance de la terre au soleil
» qu'il n'y en a du régime actuel au règne de la jus-
» tice. »

Une réunion socialiste a eu lieu à la salle Molière. On y comptait environ dix-huit cents personnes. Un orateur a voulu lire le manifeste de la Montagne ; mais aussitôt la plupart des assistants de s'écrier, non sans épouvante : Nous le connaissons ! nous le connaissons ! L'orateur a voulu persister. Les cris : Non ! non ! assez ! assez ! ont été si violents, qu'il a dû céder et renoncer à sa lecture.

On a entendu ensuite l'abbé Chantôme, qui a apporté à la tribune son bagage ordinaire de tropes et de comparaisons. Jusqu'à présent, selon l'abbé Chantôme, la République n'a été qu'une longue mascarade. Voilà une remarque bien peu républicaine pour un abbé socialiste. L'abbé Chantôme a soutenu que *la royauté est dissoute dans un vase d'eau que l'on nous oblige à boire chaque jour*. A entendre l'orateur, tous les fonctionnaires sont suspects de royalisme : maires, conseillers municipaux, préfets, sous-préfets, officiers de l'armée, etc. Bref, il n'y a de vrais

républicains que l'abbé Chantôme et ses ouailles.

Un orateur a prétendu que l'on ne tenait à la société actuelle que parce qu'on profitait de ses avantages. L'aveu est ingénu. Un autre, en déclamant contre les privilèges, s'est écrié : « Quand je pense » qu'une pauvre nourrice du peuple berce dans l'en- » fant du riche un ennemi qui lui laisse la misère et » peut-être la mort !... » Que faut-il conclure de cette abominable pensée ? Apparemment que la nourrice ferait sagement de se débarrasser de son nourrisson. Belle morale vraiment et digne du parti qui souffle dans la famille sociale l'esprit de discorde, de haine et d'envie !

On a publié au nom du général Montholon, pour les élections du Bas-Rhin, une brochure adressée à l'armée. On y résume très-nettement la conduite du parti démagogique envers l'armée par ces deux propositions d'une incontestable vérité : il a désarmé les soldats en février ; il a massacré les généraux en juin. Le coup a porté : dans plusieurs réunions socialistes, et notamment à la salle Molière, des orateurs ont protesté en répétant en pauvre langage les non-sens et les sophismes qu'on lit chaque jour à ce propos dans le *National* ou dans la *Voix du Peuple*. Vous avez beau faire, Escobars du socialisme, les faits demeurent, et l'armée a bonne mémoire.

À Belleville, le *meeting* s'est réuni dans la salle de la chaussée de Ménilmontant. Des citoyens, la rosette rouge à la boutonnière, étaient proposés au maintien de l'ordre. Deux d'entre eux tendaient aux visiteurs,

pour recevoir leur offrande, des corbeilles garnies de serge rouge. La séance a commencé par le discours d'un ancien instituteur, qui a convié l'auditoire à s'inspirer de l'Âme de Guillaume Tell et de la pensée de J.-J. Rousseau. L'orateur, avec la parole cadencée et le geste majestueux d'un pédagogue émérite, a entrepris de faire connaître le socialisme. « Le socialisme, a-t-il dit, est la destruction de la servitude. Pythagore, Platon, et *Jésus-Christ* sont les premiers socialistes. Ils ont eu pour continuateurs J.-J. Rousseau, Morelly, l'auteur du *Code de la nature*, et Gracchus Babeuf, le fondateur de la secte des Egaux. » Passant ensuite à l'éloge des trois candidats rouges, l'ex-instituteur s'est naturellement occupé surtout de M. Carnot. « Le citoyen Carnot n'est pas seulement le fils de son père, (ah ! vraiment !) il est encore l'auteur des admirables circulaires adressées aux instituteurs primaires. » Puis l'orateur a fait *ore rotundo*, l'apologie de ces circulaires. On les connaît : on sait que si on l'eût laissé faire, M. Carnot aurait organisé l'ignorance tout comme autrefois son père a organisé la victoire.

L'orateur a comparé ensuite les Parisiens aux paysans. Les Parisiens, a-t-il dit, sont des hommes, les paysans sont des *Iroquois*. Le mot est flatteur pour les paysans ; mais ne va-t-il pas tout droit à l'adresse des instituteurs primaires ? L'orateur a songé aussi au *beau sexe*. (Dans les réunions socialistes, on admet les femmes et les enfants.) Il a engagé les socialistes plus ou moins mariés à laisser les *citoyennes* faire des com-

mérages jusqu'aux élections. « Qu'elles fassent voter leurs voisins, et elles feront acte de patriotisme. » L'ex-instituteur a ensuite prédit que si les trois candidats rouges sont nommés, les boutiques encore fermées se rouvriront aussitôt.

Cet oracle est moins sûr que celui de Calchas.

Après l'ex-instituteur, a parlé un maître de pension. Pour se concilier son auditoire, le maître de pension avait déclaré, dans une réunion précédente, que ses convictions socialistes faisaient le plus grand tort à son établissement. Il s'est efforcé de ne point démeriter de l'estime que l'auditoire lui avait témoignée à cette occasion. Ses paroles ont été brûlantes du plus vif enthousiasme. Il a prodigué à pleines mains les interjections et les apostrophes. Sa profession de foi socialiste a enlevé tous les suffrages.

Ce triomphe a ramené à la tribune l'ex-instituteur, pâle d'indignation et bouillant de fureur. Il a dirigé contre le maître de pension les reproches les plus sanglants : c'est un faux frère, qui a voulu diviser le parti en se présentant comme candidat napoléonien aux dernières élections. L'infortuné maître de pension a voulu répliquer. L'ex-instituteur l'a accablé sous les épithètes de *tartufe* et d'*intrigant*. Un autre orateur y a ajouté celles de *schismatique* et de *sycophante*. Le maître de pension a été hué. Le voilà brouillé avec les socialistes et les réactionnaires : comment donc ira son établissement ?

Après cet épisode fraternel, on a entendu plusieurs orateurs encore. Un vidangeur a parlé avec le plus profond mépris de Radetzky, de Haynau, et *autres légumes pareils*. Un autre citoyen a déclaré qu'un mariage d'amour allait être prochainement célébré entre le socialisme et la bourgeoisie. Un troisième s'est écrié : « Les *rouges*, les *vrais rouges*, vont être les plus forts, et nous aurons la *sociale*, avec toutes ses conséquences. »

XVII

Paris, 4 mars.

Monsieur le rédacteur,

Entrez avec moi dans la salle du Grand-Saint-Martin, aux Batignolles ; je vous ferai assister à l'une des scènes les plus édifiantes des conventicules socialistes. Le président est le citoyen Cahaigne, fondateur du fameux journal *la Commune de Paris*, ce *Moniteur* de M. Sobrier. La Montagne n'y était représentée que par un de ses orateurs, le citoyen Michot. Il est vrai que le citoyen Michot valait à lui seul trois Montagnards, puisqu'il est venu au nom des citoyens Pascal Duprat et Versigny.

Le citoyen Cahaigne a ouvert la séance par un

discours. Il a affirmé que les amis de l'ordre veulent pendre, jusqu'à ce que mort s'ensuive, le suffrage universel et la République. Il a parlé avec véhémence de l'affaire de Châtillon. On sait qu'à Châtillon les ouvriers carriers ont eu l'irrévérence de disperser, aux cris de *vive Napoléon!* une bande d'agitateurs qui voulaient imposer à leur commune le bonheur d'une réunion socialiste. Le citoyen Cahaigue a excommunié ces pêcheurs endurcis; il a de plus déclaré nettement que le maire de la commune est un *sauvage*, un *Cosaque*, et que le Président de la République est responsable des *massacres de Châtillon*.

Comme le citoyen Cahaigue déclamait contre les habitants de Châtillon, un des assistans a demandé la parole *pour rectifier les faits*. La requête était modeste. C'était peut-être un des ouvriers de Châtillon : il était juste de l'écouter avant de le vouer aux gémonies. Des clameurs furieuses s'élèvent de toutes part : deux ou trois cents énergumènes debout, l'œil en feu, le bras tendu, menacent l'interrupteur. Celui-ci, sans trop s'intimider, insiste pour être écouté. « La discussion n'est donc pas libre, » dit-il. Ces mots sont étouffés par le tumulte. Le malheureux se débat en vain pour se faire entendre. Quelques personnes, émues de ses efforts et touchées de sa fermeté, veulent venir à son aide. La confusion redouble : des injures s'échangent, la querelle s'échauffe, on va en venir aux coups. L'interrupteur est l'objet des interpellations les plus vives. « Vous êtes un agent provocateur ! » crient avec émulation le représentant

Michot et le président Cahaigne. Et tous leurs partisans de répéter : « Vous êtes un agent provocateur ! » Pour mettre fin à ce scandale, le commissaire de police invite l'interrupteur à se retirer. Obéissant à ce conseil, ce dernier se dirige vers la porte. Deux forcenés se précipitent sur lui en vociférant : « Il faut l'étrangler ! » L'un d'eux va le saisir. Mais le secrétaire du commissaire de police arrête le bras de l'agresseur, protège ce pauvre ouvrier et réussit à assurer sa retraite. On le voit : la liberté de discussion et la fraternité, bannies par le pouvoir, se sont réfugiées dans les sanctuaires du socialisme !

A l'Ermitage de Montmartre, au début de la séance, on aurait pu se croire dans un cercle musical, non dans une réunion préparatoire. Il n'a été question, pendant trois quarts d'heure, que d'un concert à 50 centimes. Il paraîtrait que le pouvoir a l'*infamie* de ne pas favoriser ce concert, et plusieurs orateurs ont en termes véhéments formulé leur indignation. Enfin, un citoyen déclame contre les *rois* et contre l'*or*. A la bonne heure, voilà les élections. Le citoyen s'est plaint des « hommes inhumains qui font labourer la terre, et qui ne donnent rien aux travailleurs. » Il a soutenu que les riches sont des paresseux (la *gouape d'en haut*, selon la belle expression du citoyen Lagrange), qu'ils trônent dans leur salon, le mensonge à la bouche, et il a terminé en tonnant contre la malveillance de l'autorité et en protestant contre la présence du commissaire de police.

Un orateur, à propos de M. de Flotte, a parlé contre

la transportation. Il a ajouté ces paroles significatives : « Si le socialisme arrive au pouvoir et qu'il se trouve placé *dans une nécessité* cruelle, au moins il jugera. » Il jugera!... nous connaissons cette justice : Fouquier-Thinville pour procureur-général, Dumas ou Coffinhal pour président pour toute peine, la mort, pour défenseur la *conscience des jurés patriotes*, et l'exécution dans les vingt-quatre heures.

Un représentant montagnard est intervenu, c'est le citoyen Baudin. Il a commencé son discours par une invocation à l'*immortel Robespierre*. (Bravos frénétiques.) Ce nom sinistre venait bien après les paroles du précédent orateur. Le citoyen a exalté la mémoire de Jean Hus, de Jérôme de Prague, des Jacobins, « ces grands saints, ces immenses martyrs. » Il s'est écrié, au milieu des applaudissements et des acclamations : « Les trois noms de Vidal, de de Flotte, de Carnot, sortiront de l'urne : ce seront les trois mots sacrés écrits sur les murs du festin de Balthazar, et vous *en savez les SUITES*. » Les SUITES, nous les savons, en effet, citoyen Baudin, c'est la destruction d'une grande cité, l'extermination d'un peuple, le dépouillement de la race conquise, l'anéantissement d'une civilisation ! Voilà donc ce que signifierait, selon vous, la nomination des trois candidats rouges : c'est aux électeurs à voir s'ils veulent ouvrir les portes à l'ennemi.

La Montagne a figuré aussi à la réunion électorale de Neuilly. Un orateur a dit que « les hommes de l'Union électorale étaient une fange qui faisait mal

au cœur quand on la remuait. » Quelle courtoisie ! Un autre a déclaré « qu'avant d'aller à la frontière, on saurait se débarrasser des cosaques du dedans. » C'est le mot qui a précédé les massacres de septembre. Après ce digne début, deux Montagnards ont pris la parole.

Le citoyen Joigneaux, d'un ton paternel, a dit que dimanche on planterait des bornes entre le peuple et les royalistes. Il a ensuite comparé la République à un cheval qui a des cordes aux pieds de devant et aux pieds de derrière. Le citoyen Joigneaux a déclaré que la Montagne avait renoncé à l'insurrection le jour où la Constitution a été proclamée. Il oubliait apparemment le 13 juin.

Le citoyen Boyssset a fait une sombre peinture de la société. La propriété est la part de ceux qui ne font rien. La prostitution dévore les filles du peuple. Il a conclu en disant que voter pour l'Union électorale, c'était voter contre la tranquillité publique.

« Belle conclusion et digne de l'exorde. »

A la Villette, on a entendu, avant les Montagnards, un ancien commissaire de M. Ledru-Rollin. L'orateur a dit que le pouvoir doit être considéré comme un ennemi pour son refus de propager l'instruction. Puis, est venu l'abbé Chantôme, avec son cortège de métaphores. Il a demandé qu'à l'avenir les peuples ne fussent plus mangés par ces *singes de rois*. Il a comparé la France à un fourneau placé dans un appar-

tement : si elle rougit, il faut que tout rougisso autour d'elle, même les cosaques. Un orateur a accusé les réactionnaires de faire passer leurs écus à l'étranger.

Deux Montagnards ont parlé ensuite. Le premier, le citoyen Destouche, n'est monté à la tribune que pour se faire applaudir et donner la parole au citoyen Théodore Bac, qui l'a gardée longtemps. Le citoyen a raconté une anecdote des *Mille et une Nuits* : Un pêcheur a trouvé un vase ; il l'ouvre ; il s'en échappe une épaisse fumée qui se transforme en un énorme géant. Le pêcheur, effrayé, fait si bien qu'il le fait rentrer dans son vase. Le pêcheur, d'après l'orateur, c'est la réaction ; le géant, le peuple. Le peuple aurait le droit de se plaindre de la comparaison. Ce géant est, en effet, dans cette histoire, un être féroce, qui a pour idée fixe de tuer l'honnête pêcheur qui l'a délivré.

Le citoyen Bac a entrepris de parler du socialisme ; mais il s'est si bien guindé dans les nuages, qu'il n'a pas été compris du tout. Il a été plus intelligible quand il a dit que le peuple devait rester souverain jusqu'après le *partage égal des avantages sociaux*. Ceci est du communisme, et de la pire espèce, citoyen Bac. L'orateur a promis à l'auditoire que l'Europe entière envierait la France quand le socialisme serait triomphant. L'auditoire en a paru fort aise.

Je vous mènerai encore dans les Champs-Élysées, à la salle de l'allée des Veuves. On y a encore ouï l'abbé Chantôme. Il a pleuré sur nos libertés que la réaction a placées sous un *mateles*. Il a fait appel à

l'énergie révolutionnaire de la vieille commune de Paris. Il a dit qu'on aurait facilement raison de la faction royaliste, parce que ce n'est qu'une *salade*. Vous reconnaissez là l'esprit et le style du personnage.

Le citoyen Joly père lui a succédé. Cet orateur paraissait assez bien consolé de ses mésaventures d'Aubervilliers. Il a été accueilli chaleureusement au début de son discours. Mais quand on l'a entendu parler pendant plus d'une heure de ses luttes de trente ans contre la royauté et de ses *travaux* herculéens avec ce dandinement du corps et cet accent trop toulousain même à Toulouse, on s'est mis à rire ; bientôt on a bâillé, puis la salle s'est dégarnie. Il a fini à temps pour laisser quelques auditeurs à son collègue le citoyen Duché.

Le citoyen Duché ne lui cède point en éloquence. « Je viens dans vos séances, a-t-il dit, pour avoir ma part de ce courant électrique qui de Paris touche aux extrémités du monde. » Parlant de la royauté de 1830, le citoyen Duché a dit, dans un style tout à fait montagnard, que *c'était une poire pourrie tombée dans un bourbier*. Il ajouté : « Le souffle populaire a jeté la couronne dans un ruisseau, un chiffonnier l'a ramassée dans sa hotte. Audacieux qui viendra l'y prendre. » Avant qu'il eût terminé, il ne restait plus dans la salle que le bureau, deux ou trois douzaines de démocrates obstinés, et le citoyen Joly père, qui a pressé l'orateur sur son sein.

» Je vous dirai un mot de la réunion de la Villette,

et c'est pour moi un devoir. J'avais dit que le bureau se composait de transportés de juin : un des membres a réclamé : « Je ne suis pas transporté, a-t-il dit, *je n'ai pas cet honneur.* » Je recueille sa réclamation. Un orateur a demandé que le pouvoir allât de l'Assemblée aux citoyens, et non des citoyens à l'Assemblée, de telle sorte que le peuple se gouvernât lui-même, sans mandataires. Et la raison de ce nouveau système, c'est, a dit l'orateur, que « l'œil du maître engraisse le cheval. » Un autre orateur a exigé la création d'une banque hypothécaire au minimum de 20 milliards; et la réforme de tous les entrepreneurs de bâtiments. Il a été bien ennuyeux. Un troisième a appelé de ses vœux *la république une, indivisible et sociale*. Il a prétendu que le pacte social a été violé, que la propriété n'appartenait qu'au petit nombre, et que l'on avait confisqué les avantages de tous. L'ennui a redoublé. Enfin une centaine de spectateurs ont demandé leur argent, c'est-à-dire les 10 centimes qu'ils avaient, en entrant, déposés dans les corbeilles rouges. On a dédaigné, bien entendu, les réclamations. Les assistants ont murmuré. Ne pourrait-on tout concilier par une innovation : Si l'on ne payait qu'en sortant ?

XVIII

5 mars 1850.

Monsieur le rédacteur,

Une grande manifestation de la Montagne a eu lieu à la salle Montesquieu, sous la présidence du citoyen Figuet, ex-boulangier et marchand de vin.

On connaît le citoyen Figuet. Il était, comme à l'ordinaire, escorté du citoyen Crocé-Spinelli, son vice-président, et du citoyen Breton, son secrétaire. L'auditoire a pu contempler, dans toute leur splendeur, neuf des représentants les plus glorieux du parti rouge : le citoyen Crémieux, le citoyen Emmanuel Arago, le citoyen Ronjat, le citoyen Joly père, le citoyen Lagrange, le citoyen Thouret, le citoyen Péan, le citoyen Mathieu (de la Drôme), et le citoyen Michel (de Bourges). Une circonstance a ajouté à l'éclat de la cérémonie : les neuf Montagnards ne sont pas venus se présenter en bloc à l'admiration du public. On les a vus paraître par groupes de deux ou trois. Ces entrées solennelles ont parfois nui à l'effet des discours. Mais c'était un moyen adroit de ranimer l'attention et de provoquer les bravos. Cette idée lumineuse appartient-elle aux Montagnards ou au citoyen Figuet ? Nous ne savons. Nous parierons volontiers pour le citoyen Figuet. C'est un coup de maître.

Le citoyen Crocé-Spinelli a ouvert la séance par une phrase qui vaut un discours. « Décidément, a-t-il dit, le commerce de Paris votera pour les trois candidats rouges. » Le citoyen Crocé-Spinelli a oublié de dire la cause de cette détermination : c'est apparemment parce qu'il leur a prédit qu'à la prochaine révolution leurs boutiques seraient mises au pillage.

Le citoyen Figuet a donné ensuite carrière à son éloquence. Il a annoncé que son comité a résolu de supprimer l'impôt sur les boissons, l'impôt sur les patentes, tous les impôts *qui contrarient les gens*. On les remplacera par des impôts sur les rentes hypothécaires, par des impôts sur les achats d'actions, etc. Après quoi le citoyen Figuet s'est posé en martyr ; la main sur le cœur, les yeux au ciel, la voix trempée de larmes, il a dit qu'il avait sacrifié sa fortune (laquelle ?), son commerce (lequel ?) et les douceurs de la famille au triomphe de ses idées.

Un Montagnard prend enfin la parole, c'est le citoyen Crémieux, le garde des sceaux du gouvernement provisoire, le garde des sceaux qui a fait poursuivre Louis Blanc et Causidière, le garde des sceaux en exercice à l'époque du 16 avril et du 15 mai. Le citoyen Crémieux a parlé naturellement du gouvernement provisoire, et il a déclaré que les actes de ce pouvoir avaient été admirables et sublimes. Il a terminé par cette phrase : « On a voulu faire de nous des enfants ; nous avons prouvé que nous étions des hommes. Qu'on ne nous force pas de nous en souvenir encore. »

Le citoyen Emmanuel Arago remplace le citoyen Crémieux à la tribune. Le citoyen Arago, a du penchant pour les exordes *ex abrupto* : « Vous voyez en moi, a-t-il dit, un de ces *monstres*, un de ces buveurs de sang. » (Nous savons fort bien, citoyen Arago que vous ne buvez pas de sang, et si jamais vous avez été appelé : *Monstre* ! ce n'est point par nous.) Le citoyen Arago, après ce préambule, commence à dissenter sur les *privileges* et sur les *vieux abus*. (Tumulte, interruption; entrée solennelle des citoyens Michel (de Bourges) et Péan.) Le citoyen Arago reprend sa dissertation et s'occupe de la souveraineté du peuple, (Tumulte; interruption; entrée solennelle des citoyens Lagrange et Thouret.) Le citoyen Arago termine sur la souveraineté du peuple et fulmine contre la réaction. (Tumulte; interruption; entrée solennelle des citoyens Mathieu (de la Drôme) et Ronjat.) Le citoyen Arago, non sans impatience, s'empresse de déclarer que ceux qui ne veulent pas de la République la subiront, et regagne sa place.

Une allocution du citoyen Lagrange a suivi : Le citoyen Lagrange s'est écrié, en parlant de la majorité parlementaire : Hier ils « voulaient nous mettre en accusation. Laissez-les dire. Qu'ils nous attaquent s'ils l'osent. Nous sommes maîtres de la situation. Nous savons qu'il y a des propriétés dont la légitimité peut être contestée : nous ne les contesterons pas. J'ai parlé de la *gouape d'en haut* et l'on m'attaque à ce sujet. Je désigne sous ce nom les gens qui vivent sur le commun, en blouse ou en habits dorés. Lais-

sez coasser les animaux immondes ; la République est une vérité. » Des phrases hachées, heurtées, pénibles, des idées confuses et incohérentes, et de temps en temps un éclair de raison, tel a été le discours du citoyen Lagrange.

Le citoyen Savoye est venu faire grand bruit d'une prétendue note officielle sur un transporté de juin : c'était pour lui une transition heureuse pour parler de la candidature du citoyen de Flotte. Puis est venue une histoire à peine abrégée de la révolution des Etats-Unis et de la vie de Washington. Le citoyen Savoye nous a paru assez mal inspiré en rappelant en pareil lieu l'exemple d'une république qui a su vaincre l'arnachie et extirper le socialisme, et en citant le nom du grand homme qui a fermé les clubs et engagé le gouvernement de son pays dans les voies de la sagesse et de la modération.

La Montagne avait promis de venir à la réunion de la salle Martel. Elle n'y a point paru. Au dernier moment, la salle étant comble, le président a annoncé que la Montagne délibérait et qu'elle ne viendrait pas.

Nous n'aurons, a-t-il dit, ni Lambert ni Molière.

Un orateur a paraphrasé les paroles de M. Michel (de Bourges) sur l'idée, qui est, comme on sait, *le cœur du peuple*. « L'idée, a-t-il dit, c'est Robespierre, c'est Marat. » Le citoyen a poursuivi sa glose avec des développements si longs et si fastidieux, que des murmu-

res ont éclaté. Le président a attribué ces interruptions aux réactionnaires. Un citoyen, après le panégyrique des trois élus du conclave, s'est écrié : De Flotte dira : « Vous avez condamné le peuple ! le peuple roi entre de force à la chambre ! » En un mot, il s'agit d'un 15 mai électoral. Nous le savons bien.

Suivez-moi, je vous prie, à Montrouge, dans une réunion socialiste tenue *inter pocula* chez un marchand de vin. Un citoyen occupe la tribune. C'est un patriote ; c'est un intrépide buveur. Cesoirlà, il l'avait bien prouvé. Il proteste contre le commissaire de police, et il fait éloge du citoyen Carnot : « J'ai été prisonnier avec Carnot, dit-il ; nous avons mangé ensemble des *gourganes* et croqué du biscuit ; nous avons été attachés à la même ficelle. Nous avons eu ensemble le mal de mer. » L'orateur est dans un état d'attendrissement si expansif que l'auditoire, à force de huées, l'oblige à la retraite.

Un citoyen plus calme lui succède. Il soutient que la réaction est *un pêcheur qui tend sa ligne sans crier gare au poisson qui mord*. L'orateur déclame ensuite contre les riches. « Les riches, dit-il, ne veulent de la famille que pour eux ; ils maintiennent la chasteté de leurs filles, et ils déshonorent celles du peuple. » Quant à la propriété, elle est accaparée par le petit nombre. « Le privilège dévore le peuple. »

Un représentant montagnard paraît : c'est le citoyen Baudin. (On l'applaudit ; il salue. Nouveaux applaudissements ; nouveaux saluts.) Le citoyen Baudin s'est proclamé l'humble serviteur du peuple ;

c'est là sa gloire, c'est là sa vie. Tous les Montagnards lui ressemblent : ils sont prêts à donner pour le peuple, leurs bras, leur poitrine, leur cœur. (On applaudit ; l'orateur salue.) Le citoyen Baudin raconte une parabole de l'Évangile, celle du père de famille. (On applaudit ; l'orateur salue.) Le citoyen Baudin raconte alors l'histoire d'Hercule et du géant Antée : « La mère de la Montagne, s'écrie-t-il, c'est le peuple. » Il n'y a pas de quoi être fier de cet enfant-là.

Le citoyen Baudin descend de la tribune ; un autre orateur lui succède. Il suffit de le voir : yeux vacillants, joues allumées, jambes flageolantes, c'est un bon client de la maison. « Je suis cordonnier, dit-il, je ne demande pas mieux de payer davantage mes ouvriers ; mais j'exige que mes pratiques consentent à une augmentation de prix. En conséquence, et profitant de l'occasion, j'ai l'honneur de prévenir l'aimable société que je ferai désormais des remontages de bottes à onze francs, et que mes ressemelages coûteront.... » Le discours ne dure pas plus longtemps.

On tire l'orateur pour le faire descendre ; il perd l'équilibre ; il tombe. La séance est levée. »

XIX

6 mars 1830.

Mon cher rédacteur,

Monsieur, j'ai aujourd'hui aux Champs-Élysées, mes œuvres. Vous y retrouverez la Montagne. Je vous attends dans l'allée des

tagne. Les douze représentants rouges sont entrés avec fracas au milieu d'un discours *ex professo* que débattait d'un ton sententieux un ex-instituteur. Ce dernier, interrompu par les clameurs joyeuses de l'auditoire, a perdu la suite de ses idées, je veux dire de ses feuillets, car il lisait. Il a quitté la tribune.

Le président a pris la parole. Après une allocution de bienvenue adressée aux Montagnards, il a loué, en termes emphatiques, les vertus et le courage de Robespierre. De vifs applaudissements ont accueilli ce panégyrique du « grand martyr de thermidor. »

Un Montagnard lui succède : c'est le citoyen Morrellet. Je m'attendais à un beau discours. Point. Après quelques banalités creuses sur l'union, la conciliation et l'ordre, l'orateur confesse qu'il n'est pas éloquent (aveu inutile), et laisse la parole à un autre Montagnard, le citoyen Michot.

Le citoyen Michot a été simple et bref; double mérite. « Mon père, dit-il, était ouvrier; moi-même je suis ouvrier comme ceux qui sont là en blouse (applaudissements). » Il y avait cependant entre ces ouvriers en blouse et le citoyen Michot la différence d'une haute-paye de 25 francs par jour. Vous voyez donc bien, citoyen Michot, que cette pauvre société, tant exécrée et tant maudite, n'est pas si mauvaise; que, sous le régime où nous vivons, l'ouvrier n'est ni esclave ni un ilote, et les portes de la représentation nationale sont ouvertes aux vestes comme aux habits noirs.

Un autre orateur monte à la tribune; il débute par

un brillant éloge du citoyen Michot, et il ajoute : « C'est un ouvrier ; moi, je suis né de tout autres parents. Ainsi l'a décidé le hasard ou la Providence. J'ai été autrement élevé, et pourtant nous nous donnons la main. Voilà l'image de la conciliation. » Quelques auditeurs, entendant ces paroles, croyaient avoir sous les yeux M. le comte Carnot ou M. le vicomte de Flotte. C'était un représentant de la Montagne, fils d'un père illustre, le citoyen Emmanuel Arago. Le discours du citoyen Arago a roulé sur l'ordre, le progrès, l'industrie, les élections : il a parlé un peu de tout.

Le président, se levant et s'adressant à l'auditoire après les saluts d'usage, a annoncé que le citoyen Michel (de Bourges) était souffrant et il l'a recommandé à l'indulgence du public. Le citoyen Michel (de Bourges) a prononcé un discours très-calme et très-contenu : on eût dit un discours *de la veille*. Il a dit qu'il était partisan d'un progrès lent et mesuré (c'est là l'opinion de tout le monde), et qu'il ne demandait que les améliorations possibles (à ce compte le citoyen Michel est des nôtres). L'enthousiasme révolutionnaire ne s'est réveillé en lui que vers la fin de sa harague, quand il a invité les démocrates à faire des prosélytes et qu'il a parlé en langage pompeux du conclave du *peuple*, des cardinaux du *peuple*, des candidats du *peuple* et de la souveraineté du *peuple*.

A la salle Martel, on attendait la Montagne : elle n'est pas venue. Le public était fort nombreux. Il a un peu murmuré de la déconvenue. On a essayé de l'a-

païser, en lui offrant deux ou trois orateurs les plus exercés dans les joutes politiques.

Le citoyen Malapert est intervenu. Nous l'avons trouvé abattu, affaissé, mélancolique. Lui qu'on voyait autrefois *plein d'une ardeur si noble*, exterminer les cosaques, *taper* sur la réaction, prédire le triomphe des élus du conclave, il a manifesté un doute : le découragement est-il entré dans cette âme superbe, et la crainte a-t-elle glacé cette fière parole ? Le citoyen Malapert a de sombres visions ; il a rêvé de fraudes électorales, il a vu des affiches menaçantes, il a recueilli des bruits alarmants. On veut fausser les élections ; et l'orateur se prépare à en demander l'annulation à une *Assemblée qu'il s'abstient de qualifier*. Autre reproche grave : le Président porte un *uniforme militaire*. Enfin, pour clore son discours apocalyptique, le citoyen Malapert révèle la signification mystique des trois candidats rouges : Carnot, c'est la liberté ; de Flotte, c'est l'égalité ; Vidal, c'est la fraternité.

A Gentilly on a entendu deux Montagnards, le citoyen Nadaud et le citoyen Bruys. Le citoyen Nadaud a demandé qu'on créât un code et un ministère du travail : l'émancipation des ouvriers est à ce prix. Pour leur bien-être, si nous ne nous trompons, il s'agit d'abord de *créer du travail* et de le conserver. Le citoyen Nadaud est un orateur fougueux. Il prend avec orgueil le titre d'*ami de Barbès*. « Ecrivez, citoyen commissaire de police, s'est-il écrié : La puissance de l'autorité émane du peuple. Le président, les représentants, les procureurs de la République ;

les commissaires de police sont les salariés du peuple. Or, les salariés sont des domestiques, donc nous sommes tous les domestiques du peuple. » Le syllogisme est parfait : quelle dignité et quelle indépendance !

Une réunion socialiste s'est tenue à Belleville, dans la salle du *Galant Jardinier*. La séance a été froide. Un orateur, « qui n'est pas avocat, » a déclaré qu'il voterait pour la liste du condave, parce que l'impôt des boissons avait été *rafflé*. Un autre s'est lamenté à propos de la disparition de *la Réforme*, et a annoncé d'un ton dolent que, sans doute après le 10 mars, *la Voix du Peuple* cesserait de paraître. Le citoyen a proposé une souscription pour ressusciter ces deux journaux ; mais un orateur lui a fait judicieusement observer que ce qui a toujours manqué aux patriotes ce sont les capitaux. Un citoyen a pris ensuite la parole pour réclamer l'abolition des impôts.

La fatigue de l'assemblée a été manifeste à Montmartre, à l'Ermitage. En vain un orateur a-t-il excommunié la réaction égoïste et impie en ajoutant : « Ils sont riches, ces messieurs de la droite, ils ont une bonne table, des tapis moelleux, de beaux meubles ; mais le spectre hideux de la misère est à leur porte. » Ces traits d'éloquence ont à peine réveillé l'attention. Un citoyen a dit que l'armée n'était employée que *contre le dedans*. Il a été peu écouté. Un autre a proposé une protestation en faveur du citoyen Michel (de Bourges). Sa requête a été accueillie. Comme on avait vu entrer dans la salle plusieurs individus pris

de vin, le président s'est écrié : « Les gens ivres n'entrent pas ici. » L'avis était tardif.

A La Chapelle, la réunion n'offrait aucun intérêt : il n'y avait pas de Montagnards. Un citoyen monte à la tribune : c'est un vétéran des luttes démagogiques, un des combattants de juin 1832. « Je ne suis pas orateur, s'écrie-t-il, mais je suis un homme d'action. (Bravos). Je le prouverai. (Le citoyen met la main sur son cœur. On applaudit.) Oui, mes amis, bientôt, je l'espère (faisant le geste de tirer un coup de fusil), je le prouverai. (Tonnerre d'applaudissements.) » A la bonne heure, on sait à quoi s'en tenir avec un orateur de cette espèce. On reconnaît là la véritable éloquence des clubs.

On a pu la retrouver aussi dans une réunion de Montrouge. Un orateur n'a pas hésité à dire qu'à ses yeux « les boutiquiers sont des exploiters. » Un autre en veut surtout aux frères ignorantins. Ils désireraient que le dernier fût béatifié, parce que *tous seraient morts*. Puis est venu l'éloge de 93 et de la terreur rouge. Un Anglais démocrate a raconté un apologue : « Satan s'est changé en serpent. Ce serpent a pondu un œuf ; de cet œuf est sorti un jésuite. » Enfin un dernier orateur a conclu par ces mots : « Votez rouge, votez *pur sang*. »

Le magasin de fourrages du boulevard Bourdon a abrité encore un *meeting* socialiste. Un seul trait mérite une mention. Un orateur a déclaré que la majorité n'avait cessé de violer la Constitution. Alors

un voltigeur de 93 s'est écrié d'une voix avinée : « A la lanterne ! »

Encore une visite, je vous prie, dans un *meeting* de la banlieue. Au commencement de la séance, le commissaire de police vient s'asseoir au bureau, non loin du président. Le président proteste solennellement contre sa présence, qui est un attentat à la souveraineté du peuple. Le commissaire de police lui répond qu'il est là par la volonté de la loi, et demeure. Deux minutes après, le commissaire de police ouvre sa tabatière pour prendre une prise. Par un geste machinal, le président étend la main. Le commissaire de police lui offre sa tabatière. Le président y puise sans façon, savoure la poudre odorante, et dit : « La séance est ouverte. »

Un orateur s'attache à disculper son parti : « Nous détestons l'arbitraire, dit-il; ce n'est pas nous qui avons établi l'état de siège, suspendu les journaux, confisqué les libertés... » Cette sortie cruelle contre les hommes du *National* a excité de chaleureux bravos. L'orateur, enivré de son succès, foudroie « les aristocrates du dedans et les cosaques du dehors. »

Un homme demande la parole; il hoche la tête à droite et à gauche; il tourne les yeux et tire la langue. Il fait claquer ses doigts et il éclate de rire. Écoutons-le : « Brutus a tué son fils; c'est d'un bon républicain. J'en ferai autant à l'occasion. Vous voyez bien que Richard, le bouffon, est un vrai démocrate. » L'orateur poursuit sur ce ton; il développe son plan d'éducation pour la jeunesse; il veut qu'on mette la

Henriade et *Voltaire* tout entier entre les mains des enfants.

Un autre orateur le remplace ; mais celui-là est tellement brouillé avec les règles de la syntaxe, il lie les mots entre eux au moyen de consonnes si hasardeuses, il est si diffus et si long, que des huées s'élèvent ; il quitte la tribune. Un instant après, il y reparaît, il veut encore parler. Un grand tumulte éclate. Tel imite le chant du coq, tel miaule, tel aboie. C'est un charivari épouvantable. Le président s'épuise en efforts inutiles pour apaiser le vacarme. « Songez, dit-il d'une voix lamentable, songez que les journaux réactionnaires vous voient et vous écoutent ! » Il est contraint de lever la séance. L'orateur obstiné est resté intrépidement à la tribune.

XX

7 mars 1850.

Monsieur le rédacteur,

Nous sommes à la veille des élections. La Montagne multiplie ses visites et ses prédications. Partout on sonne le tocsin pour appeler les fidèles à voter.

Suivez-moi à La Villette. L'auditoire est nombreux : on y remarque une centaine de *citoyennes* et de ci-

toyens impubères. La Montagne n'y compte que deux représentants ; mais ce sont deux virtuoses : le citoyen Joly père et le citoyen Baudin.

Le citoyen Baudin a parlé le premier. « La jeune Montagne, a-t-il dit, est l'héritière de la Montagne de 93. Elle doit maintenir intact le dépôt de la tradition révolutionnaire et marcher sur les traces des hommes de la grande révolution, de ces hommes qui ont sacrifié leur honneur, leur vie et jusqu'à leur nom à la postérité. (Applaudissements.) La jeune Montagne ne faillira point à cette tâche ; elle a accepté ce lourd héritage, et elle saura le maintenir. » C'est en glorifiant le souvenir de ceux qui ont promené sur la France le couteau de la guillotine qu'on vient parler d'union, d'oubli du passé, de réconciliation.

Après ce discours, le président de la séance déclare que la discussion est libre, et que quiconque veut discuter et défendre les candidats de l'Union électorale peut prendre la parole. Cette invitation du président se reproduit depuis quelques jours dans la plupart des *meetings* socialistes. On veut s'assurer les apparences de l'impartialité en appelant à la tribune, où les attendent les interruptions et les outrages, les amis de l'ordre présents à la séance. Presque partout, nul ne se présente pour soutenir les candidatures anti-socialistes. Alors le président en conclut invariablement que tous les assistants sont convertis, ou que les *royalistes* sont trop lâches pour paraître. A la Villette, cette tactique a été déjouée ; à l'appel du président, un auditeur se lève et réclame la parole.

(Chuchotements , surprise générale , tumulte.)

Le président obtient que le silence se rétablisse. L'orateur monte à la tribune. C'est un jeune homme à la mine franche et ouverte. Son costume, son langage, ses manières révèlent un ouvrier. Il commence par demander qu'on veuille bien définir nettement ce que c'est que le socialisme. La requête n'était pas déraisonnable, bien qu'un peu embarrassante. Des murmures éclatent. Le président, le citoyen Baudin, non sans peine, apaisent l'auditoire. Le calme est revenu. L'orateur, reprenant son discours, dit qu'il se méfie des doctrines qui ont inspiré à des insensés un délire si extravagant, qu'ils ont manifesté l'intention de brûler le grand-livre de la dette publique. A ces mots, des cris s'élèvent de toutes parts. Malgré les efforts du président et du citoyen Baudin, le vacarme est effroyable. Enfin le tumulte cesse, l'orateur veut continuer ; il n'a pas le temps d'achever sa phrase. Des calmeurs assourdissantes l'interrompent ; il essaye en vain de détourner le bruit ; sa voix se brise et s'éteint ; il regagne sa place, poursuivi par les huées. Voilà certes une belle protestation en faveur de la liberté de discussion !

Le président appelle alors aux honneurs de la tribune le citoyen Joly père, qu'il désigne comme « le vétéran des luttes démocratiques. » Le citoyen Joly père paraît médiocrement flatté de l'expression qui fait de lui, encore si alerte et si jeune, presque un invalide. Mais les bravos le consolent ; et il parle de « la vieille société vermoulue » et du socialisme. Il se

donne le facile plaisir de réfuter et de confondre l'orateur qui a voulu défendre les candidats de l'Union électorale et qui a été pris au piège de la liberté socialiste. Il fait le procès à l'impôt, il déracine les abus, il anéantit le royalisme, il extermine les cosaques, prodiguant les éclats de voix, fendant l'air du geste, ruisselant de sueur, mais un peu long et un peu lourd, même pour l'auditoire prévenu qui l'écoutait.

Un autre orateur lui succède. Est-ce un panégyriste des élus du conclave, un apôtre du socialisme, un vainqueur des *cosaques du dedans*? Non. C'est un commerçant, un capitaine de la garde nationale. Il a entendu l'appel du président, il vient combattre les candidatures rouges et défendre les candidatures tricolores! Il a le maintien assuré, l'œil plein de fermeté, la voix forte. Il parle : il est d'abord écouté.

Je viens, dit-il, vous dire ce que je pense des candidats de l'*Union électorale*, je vous dirai ensuite ce que je pense des autres. (Murmures). M. Lahitte... (dites citoyen! à bas l'*aristo*!) M. Lahitte est un brave général... (ah! ah!) oui, un brave général, et c'est là une qualité qui plaît à tous les cœurs français. (Rires.) M. Bonjean est un ancien membre de l'assemblée constituante (grognements); il s'y est bien conduit (il a fait destituer Carnot!), il s'y est conduit en homme de cœur et de mérite. C'est un jurisconsulte distingué, un homme capable de faire des lois. (A bas les avocats!) M. Fernand Foy a un titre à la confiance du peuple. (Incrédulité.) Ce titre, le voici : il a été adopté par la nation (huées); son père a été pendant vingt ans le

drapeau du libéralisme. (A bas le bourgeois ! assez ! vas-tu te taire !)

Sans se laisser intimider, l'orateur continue :

J'ai parlé des candidats du parti de l'ordre, je vais parler des autres. M. Vidal ne me rappelle qu'une chose : c'est la désorganisation du travail (cris furieux), le Luxembourg (clameurs prolongées), les ateliers nationaux (trépignements). M. de Flotte est un *vicomte* (à bas l'aristo ! à bas le bavard !), un officier de la marine de Louis-Philippe (à bas le royaliste !). Il a prêté serment à la monarchie de juillet...

Ici le tumulte est devenu tel, que la voix de l'orateur a été étouffée. Des personnalités blessantes sont dirigées contre lui : il résiste un instant à la tempête, il est contraint de quitter la tribune. Nouvelle et plus complète manifestation en faveur de la liberté de discussion.

Nous irons, s'il vous plait, à la salle Molière. Là, le socialisme a eu seul la parole. Faute de contradicteurs, il a obtenu une victoire complète. Nous y retrouverons deux montagnards, *Arcades ambo*, le citoyen Bancel et le citoyen Sauteyra.

Vous vous êtes présenté, citoyen Bancel, comme un messenger de paix. Vous veniez prêcher la concorde, heureux de vous *immerger* (selon votre belle métaphore) *dans les eaux du peuple*. Et cependant votre discours n'a été qu'un résumé des plus tristes sophismes, un tissu d'exagérations, et parfois un appel direct à la haine par la calomnie. Libre à vous de déclarer que vous n'êtes pas un aristocrate du pouvoir, et de vous

proclamer *le serviteur du peuple*. Le *peuple*, nous le savons, a une cour, à en juger par le nombre de ses flatteurs. Mais pourquoi tracer cette peinture assombrie des misères humaines ? pourquoi dire que les hommes ont aujourd'hui des habitations dignes des animaux ? pourquoi affirmer que « dans les grandes villes on retarde les horloges des manufactures pour faire travailler une heure de trop, » c'est-à-dire pour voler le temps et le salaire des ouvriers ?

Le citoyen Bancel est un orateur lugubre, le citoyen Sauteyra un orateur facétieux. Le citoyen Sauteyra s'est égayé au sujet des affiches de l'*Union électorale*. Les unes sont bleues : elles ont un aspect nébuleux. On a beaucoup ri. Les autres sont jaunes : c'est sans doute pour témoigner du respect des modérés pour la famille. Ce lazzi d'estaminet a parfaitement réussi. Le citoyen Sauteyra, passant ensuite du *plaisant au sévère*, a fait l'éloge des trois candidats socialistes.

Puis est venu un énergumène, l'injure à la bouche et les yeux enflammés. Après l'éloge des *hommes de 93*, il a fulminé contre les *démophobes*, contre les *aristocrapules*, contre les réactionnaires, « amis de l'ordre comme le czar, honnêtes comme Tartufe, modérés comme Trestaillon. » Quelle aménité et quelle douceur dans la bergerie socialiste !

Un orateur est venu dire qu'il connaissait un maître exploitant les ouvriers et ne leur offrant qu'un salaire dérisoire de 1 fr. par jour. Un autre a accusé la réaction de vouloir rétablir les oubliettes. Un troisième a clos son discours par cette apostrophe : « Allons

voter, f...! allons voter comme un seul homme!»

A la salle de la Redoute, la réunion socialiste n'a eu qu'un montagnard, le citoyen Miot. Avant qu'il parlât, un orateur s'est occupé des coups d'Etat. Il a manifesté le plus superbe dédain pour ces *généraux caducs, qui feraient mieux de manger leurs gros appointements* que de se mêler de politique.

Le citoyen Miot a commencé ainsi : « L'heure est solennelle; vous êtes comme les preux d'autrefois, vous faites la veillée des armes. De l'urne électorale doit *sortir la paix ou la guerre*. Si la guerre en sort, si la démocratie succombe, la lutte sera terrible, oui, terrible pour vous et pour l'Europe entière. Et les *misérables qui l'auront provoquée* l'expieront par une *chute sanglante* et définitive : il ne restera *d'eux qu'un nom maudit*. »

Un autre orateur a fait un éloge pompeux de la *générosité du peuple* après février. « Le peuple était maître absolu, etc., etc. » Singulières louanges ! Parce qu'une monarchie était tombée, le *peuple*, comme vous l'appellez, avait le droit de vie et de mort ; il pouvait puiser dans toutes les bourses, envahir tous les domiciles, et parce qu'il n'a pas pillé, volé, violé, assassiné, sa *générosité* est digne d'une éternelle mémoire. Allons donc ! vous insultez au peuple, au vrai peuple, par ces plates flagorneries ! L'orateur a parlé de l'abolition de la peine de mort. « Peu de temps après, s'est-il écrié, l'échafaud politique s'est relevé, deux têtes tombaient sous le couperet fatal. (Il s'agit des assassins du général de Bréa.) Ces deux têtes ont crié : *Vengeance !* ne

les écoutons pas. » Vous êtes bien bon, citoyen, de ne pas les écouter et de ne pas *venger* ces illustres martyrs !

Nous voici à Montrouge ; on accuse les commissaires de police d'être des *loups-garous déguisés en moutons*. On y préconise ensuite les vertus des trois candidats rouges. On y appelle le Président de la République *mannequin et culotte de peau*.

Puis vient un orateur quelque peu cabaliste ; il croit à l'influence du nombre *trois* ; le nombre *trois* portera bonheur aux électeurs. Le peuple a eu *trois* révolutions faites en *trois* jours. Bientôt *trois* obusiers *cracheront* à notre pays les *trois noms* socialistes. Le nombre *trois* est une *règle de compagnie* qui deviendra bientôt une *règle de société*. On a applaudi à ce pathos.

Un autre citoyen monte sur la table du cabaret qui sert de tribune. Il a le ton brusque comme on va voir : « Le peuple souverain a le droit de tout faire, de tout empêcher, de tout casser. Si ses ennemis l'attaquent, il peut les DÉPIOTER (*sic*). Tous les fonctionnaires sont ses commis, et s'ils sont des infâmes, il peut s... n... de D... les f... à la porte. » Cette mâle éloquence a emporté tous les suffrages.

Un homme ivre se présente ; il veut parler. Le président le lui permet ; mais il s'embrouille si bien dans le *progrès, la Gironde, la liberté, l'égalité et la fraternité*, que l'auditoire s'impatiente. On crie : A bas le *pochard* ! On reproche au président sa tolérance. Le président, avec un impayable sang-froid, répond qu'il a donné la parole à un homme ivre par respect pour la liberté de discussion.

On entend un orateur ; celui-là est de sang-froid et de bon sens. « J'entends, dit-il, déclamer contre les riches. Je trouve cela fort indécent. Je ne travaille, moi, que pour devenir riche, et je veux aussi un jour jouir de la vie. Je trouve heureux ceux qui peuvent vivre dans l'opulence. »

Cette morale commençait à être du goût de l'auditoire. Le président a levé la séance.

XXI

8 mars 1850.

Monsieur le rédacteur,

Les réunions socialistes ont été nombreuses. Alons d'abord à la salle Martel, il y a plus de quatre mille spectateurs. La Montagne y est représentée par le citoyen Crémieux, qui est entré dans la salle en même temps que l'abbé Chantôme. De vifs applaudissements ont accueilli les deux orateurs.

Le citoyen Crémieux a commencé son discours en disant qu'il regrettait de parler à des *convertis*, tant il lui aurait plu de *convertir* les assistants au socialisme. Le citoyen Crémieux a dû goûter ce plaisir-là tout récemment en se convertissant lui-même, car, si nous ne nous trompons, sa conversion n'est pas fort an-

cienne. Son oraison a été un examen rétrospectif de tous les événements qui se sont accomplis depuis deux ans. Il a reproché aux serviteurs du roi Louis-Philippe de ne pas l'avoir accompagné dans sa fuite, tandis qu'il l'accompagnait, *lui... républicain!* Un panégyrique enthousiaste des actes du gouvernement provisoire est venu ensuite. L'orateur a terminé en déclarant que « le 24 février, on n'était pas prêt pour la République, et que cinq heures ont suffi pour décider ceux qui l'ont fondée. »

Après ce discours, quatre orateurs novices ont essayé à tour de rôle de prendre et de garder la parole. Leur inexpérience les a décidés à quitter la tribune. Le citoyen Malapert y est monté. Dans sa harangue, il a sacrifié aux Grâces : ce n'était plus ce farouche exterminateur des jésuites et des cosaques. Laissant de côté la trompette héroïque, il a modulé sur ses pipeaux pour chanter les vertus des femmes socialistes. Il a prévenu les citoyennes *qu'elles tenaient dans leurs mains les destinées des générations futures.* Il les a engagées à ramener leurs maris par persuasion ou même de force auprès de l'urne électorale, et il les a conjurées de contribuer, *par le légitime empire de leurs charmes,* au salut de la patrie.

L'abbé Chantôme s'est fait l'avocat de la réaction. Il lui a prêté une argumentation absurde, et il s'est procuré un facile triomphe en la réfutant. « J'ai fini, a-t-il dit en s'adressant aux réactionnaires absents, vous ne répondez pas, vous êtes convertis. » Il m'a rappelé ce prédicateur qui, plaçant son bonnet carré

devant lui , disputait par voie de *monologue* avec cet adversaire muet, et lui criait à tue-tête : Réponds-moi ! Tu ne réponds pas ? Tu as donc tort et j'ai raison.

A Neuilly, nous rencontrons de nouveau la Montagne. Voici d'abord le citoyen Duché. Ce Montagnard a laissé à la porte sa qualité d'électeur. « Je me rapproche de vous , dit-il , de vous , *mon souverain* ; avant de venir à Paris, j'avais entendu mal parler de vous. On disait que vous étiez des pillards. Je sais maintenant à quoi m'en tenir : vous êtes *un grand peuple...* » Comment ne pas applaudir un orateur si courtois ? Le citoyen Duché s'adresse aux femmes , il les engage à faire *voter leurs hommes* : il leur rappelle la maxime : « Ce que femme veut , Dieu le veut. » Il y avait dans l'auditoire quinze ou vingt *citoyennes* : elles ont paru fort sensibles au compliment.

Le citoyen Chauvin, après ce discours d'Athénien, a parlé avec l'austérité d'un Spartiate. « Nous n'avons qu'une république de nom ; mais les Montagnards veulent le socialisme, et ils l'auront. Celui qui ne *votera pas bien* est un traître à la patrie. »

Le citoyen Boysset n'était venu , a-t-il dit , que pour *fraterniser* ; mais on lui commande de parler : il obéit *au souverain*. Autrefois il y avait le maître et l'esclave, aujourd'hui il y a le travailleur et le capitaliste : c'est *la même chose*. « Jésus-Christ a vaincu l'esclavage, s'est écrié le citoyen Boysset ; nous, nous vaincrons le *capital*. » Il a terminé ainsi : « Si l'on touche au suffrage universel, debout ! debout ! four-

bissez vos sabres , préparez vos fusils , la Montagne vous suivra derrière les barricades. » Je croyais , citoyen Boysset , que le parti socialiste avait renoncé aux insurrections , et qu'il ne donnerait plus , comme au 13 juin , le signal de la guerre civile.

A Montmartre , on a dit qu'à partir du 10 mars , le peuple allait redevenir une *chrysalide*. On a révélé aussi le nom des prophètes véritables du socialisme : ils s'appellent les Gracques , Robespierre , Saint-Just , Babeuf. Un avocat (c'est , il est vrai , un ancien commissaire de M. Ledru-Rollin) a fait connaître « qu'entre la justice du pays et celle de Dieu , il y avait la justice du peuple. » Un orateur a comparé l'*Union électorale* « à un voleur pris la main dans le sac. » Un citoyen a insinué que les réactionnaires pourraient bien employer des boîtes à double fond.

Les Montagnards ont paru. Le citoyen Bourzat ne croit à l'avenir de la République qu'autant que le socialisme triomphera dans les élections. Le citoyen Laprade a proclamé la Constitution en péril , et invoqué l'appui de tous pour la sauver. Le citoyen Baune a dit que la liberté du peuple était une arche sainte qui frappait de mort ceux qui la touchaient du doigt.

Aux Batignolles , la Montagne avait envoyé quatre représentants rouges : les citoyens Versigny , Testelin , Baudin et Michot. En général , les paroles doucereuses , le ton mielleux ont été à l'ordre du jour. Les doctrines étaient , du reste , suffisamment radicales. On y a dit , sans trop de précautions oratoires , qu'il

suffirait « de rechercher si toutes les propriétés sont légitimement possédées et acquises.

A la réunion du quartier Popincourt, la Montagne a donné. On y comptait les citoyens Michel (de Bourges), Savoye, Detours, Ennery, Greppo et Rigaudie. On y *espérait* aussi le citoyen Lagrange; mais il s'est fait excuser.

Le citoyen Michel (de Bourges) a adressé à son auditoire les compliments d'usage. Si l'ennemi était à nos portes, c'est dans le faubourg Saint-Antoine que les Montagnards viendraient chercher des défenseurs. Si l'on portait la main sur le suffrage universel, c'est là que les Montagnards iraient trouver la victoire ou la mort. Après ces politesses, le citoyen Michel a déclaré qu'on allait assister aux funérailles du vieux monde et à l'affranchissement du prolétariat. Il a fourni une explication inédite des trois candidatures rouges. Le citoyen Vidal représente le travail, c'est-à-dire le bien-être physique. En effet, M. Vidal a désorganisé le travail et organisé la misère. Carnot représente l'instruction, c'est-à-dire le bien-être moral. En effet, M. Carnot a préconisé l'ignorance et il a transformé les instituteurs primaires en agents du socialisme. Le citoyen de Flotte représente la justice. En effet, son nom rappelle une insurrection affreuse qui eût noyé dans le sang, si elle eût triomphé, les derniers vestiges de la civilisation. Quelle justesse d'idées dans le commentaire du citoyen Michel!

Le citoyen Savoye se plaint amèrement des journaux réactionnaires. Les Montagnards, eux, qui n'ont

qu'un désir, celui de *communier avec le pain de la pensée du peuple*, y ont reçu l'épithète de *sacripants*. Nous ne sommes pas coupables de ce méfait; mais nous dirons au citoyen Savoye qu'il a tort de se fâcher. Le citoyen Savoye est trop érudit pour ne pas savoir que Sacripant, l'un des héros du *Roland furieux*, est un brave et loyal chevalier; il se fût vaillamment comporté, celui-là, le 13 juin, et il parle, dans le poème de l'Arioste, un langage qui vaut bien l'éloquence de la Montagne.

La Montagne est venue aussi à la salle de la Redoute. Le citoyen Joly père a déclaré que les Français étaient socialistes *sans le savoir*, tout comme M. Jourdain faisait de la prose; et la preuve, c'est qu'ils ont mis Louis-Philippe dans *un fiacre*. « Il était inutile de jeter une tête de roi à l'étranger, a-t-il dit; la royauté n'en vaut pas la peine. » Deux autres Montagnards, les citoyens Mathé et Bruys, n'ont joué dans la cérémonie que le rôle de personnages muets.

Le citoyen Malapert a donné une seconde édition de son éloge des Jeanne d'Arc du socialisme. Il n'est pas très-satisfait de la liste rouge (l'orateur était sur les rangs); il aurait préféré Cabet (n'était-ce pas plutôt un autre candidat, citoyen Malapert?) au citoyen Carnot. Mais n'importe; eût-on choisi un *pot*, une *cuvette*, *je ne sais quoi* (charmant éloge des élus du conclave), il faut voter pour eux.

Aux Champs-Élysées, un Montagnard, le citoyen Nadaud, a demandé un ministère du travail; c'est son idée fixe. Il exige qu'un minimum de salaire soit

assuré à tous les ouvriers. Il veut *que les ouvriers* connaissent le prix de la matière première, et qu'ils puissent dire, quand on leur paye *six sous* la façon d'une casquette : « Le drap coûte *tant*, la visière *tant*, la doublure *tant*, vous ne me payez pas assez. » C'est là, en effet, le moyen de rendre heureuses et faciles les relations des ouvriers avec les patrons. Le citoyen Crémieux a encore raconté la chute de Louis-Philippe et loué le gouvernement provisoire. Le citoyen Mathieu (de la Drôme) a tracé une peinture exagérée des souffrances humaines. Le citoyen Morellet est venu se retremper *dans les eaux du fleuve populaire*. Il n'y est pas resté longtemps, et il a sagement fait, pour l'auditoire et pour lui-même.

On a retrouvé dans le magasin à fourrages du boulevard Bourdon le citoyen Nadaud réclamant l'organisation du travail. Un autre Montagnard, le citoyen Constant, a affirmé que le socialisme serait le règne de Dieu sur la terre. L'abbé Chantôme a taxé la société de barbarie, et raconté comme quoi *le sein du peuple était un volcan chargé de lave qui crèverait prochainement*. Le citoyen Lévy a dit que le peuple seul était *roi, propriétaire, capitaliste*, et que la réaction ne comprenait rien à ce *Christ sublime électrisé sous le canon de la Bastille*. Enfin, un orateur a beaucoup intéressé l'auditoire : il a raconté que c'était en déjeunant chez lui « que Proudhon et Pierre Leroux, ces deux géants du socialisme, ont commencé leur querelle *qui s'est aigrie si fort depuis*. Proudhon soutenait l'individualisme, Pierre Leroux l'association.

Ils disputèrent longtemps et ne purent fournir la solution. » Voilà l'état de socialisme : beaucoup de controverses, point de solution.

Le citoyen Joly père s'était rendu à la réunion socialiste de Saint-Denis. Il était là, au bureau, l'œil fier, le front radieux, se préparant à entrer dans la lice. Plusieurs citoyens font l'éloge du socialisme ; le citoyen Joly père donne le signal des bravos. Mais, ô surprise ! un orateur dit nettement que le président de la République est un homme de bonne foi ; on applaudit : le citoyen Joly père, étonné, s'inquiète. Un autre orateur proclame qu'à ses yeux Louis-Napoléon est le sauveur du pays ; on applaudit plus fort : le citoyen Joly père ne veut plus parler et se retire. Il se croyait encore à Aubervilliers.

La séance a été triste au salon de la Victoire. Un orateur a voulu faire le plaisant, on l'a sifflé. On attendait des Montagnards, ils ne sont pas venus. Le président a prévenu qu'à la réunion précédente on avait brisé un marbre de prix. Le bureau doit le payer : on propose une souscription aux auditeurs. Les auditeurs, dès les premiers mots, gagnent la porte. Infortuné bureau !

Au salon de Mars, le socialisme a été donné « pour la panacée universelle » (*sic*). L'orateur a raconté sérieusement que, dans un village des environs de Paris, un maire avait fait couper un arbre de la liberté. On prit un morceau de racine, on le fit infuser ; le lendemain matin, après une abondante sueur, le maire se réveilla démocrate-socialiste. « Avez-vous, réaction-

naires, s'est écrié l'orateur, un symbole qui fasse de tels miracles ? » Il faut bien avouer que nous n'en avons pas.

Un orateur a parlé de l'avenir. « Aujourd'hui les démocrates doivent avoir toujours sous la main un bâton de voyage. Mais un jour ils seront à leur tour les juges de leurs ennemis. Le *procureur général de l'humanité* (il est bien nommé) les fera comparaître devant ce tribunal auguste. Ils seront à genoux dans la boue, ils demanderont grâce, on s'armera du fouet du mépris pour les frapper. Voilà le sort qui attend les Falloux, les Montalembert et autres *écrevisses*. » O Fraternité ! ce sont là tes apôtres !

Le communisme a été fort vanté à Gentilly : un Anglais socialiste a dit que l'élection du 10 mars « était la corde qui étranglerait le dernier jésuite. » Un autre orateur a divulgué le moyen d'assurer le triomphe du socialisme : « il suffit de rembourser la dette publique avec du papier-monnaie ayant cours forcé. »

A Neuilly, il a été question dans plusieurs discours de l'adhésion donnée à la liste socialiste par tous les commerçants de Paris. « A leur tête, s'est écrié un orateur, se trouve M. Crocé-Spinelli, un *millionnaire*. » N'y a-t-il pas là quelque exagération, citoyen Crocé-Spinelli ? Un citoyen a dit qu'il y a « deux sortes de propriétés, la propriété sociale qui appartient à tous, et la propriété individuelle qui appartient aux privilégiés. Il faut étendre la première de plus en plus. La misère ne disparaîtra que quand le sol de la France sera la propriété de tous. » Par malheur, le morceau ne sera pas grand pour chacun.

A Boulogne, un orateur, fils d'un condamné de la Haute-Cour de Versailles, a dit que la République n'existerait pas tant que les citoyens *seraient mal chaussés* et habiteraient des *taudis bons pour des bœufs*. Il a affirmé qu'en 1848, un million d'hommes était mort de faim. Quelle véracité, quelle sincérité dans ces allégations ! L'orateur a terminé en déclarant que le pouvoir voulait voler le suffrage universel, de complicité avec les cosaques, et qu'il y aurait une lutte terrible cette année. Le citoyen Colfavru, d'un ton sentencieux, a confié à l'auditoire que l'on avait toujours amusé le peuple jusqu'à présent, et que le socialisme c'est la liberté de tout faire.

Voilà par quelles paroles, par quelles théories, par quelles promesses on recommande aux électeurs la candidature des trois élus du conclave.

XXII

9 mars 1880.

Monsieur le rédacteur,

La session des clubs est close. Je vous adresse ma dernière lettre.

La réunion socialiste de la Villette, samedi, à la veille des élections, a été fort orageuse. C'est là, vous vous en souvenez, que deux orateurs sont venus défendre la liste de l'*Union électorale*, non sans courage assurément, à en juger par les injures et les menaces

qui leur ont été adressées. La scène s'est renouvelée, et l'auditoire a montré le même respect pour le droit de discussion.

Voici venir d'abord le jeune homme qui, le premier, dans la séance précédente, a combattu les élus du conclave. A sa vue, des cris s'élèvent. On l'écoute néanmoins. « J'avais demandé, dit-il, qu'on répondît à une question. M. Joly père (dites: citoyen!), M. Joly ne m'a pas répondu, apparemment parce qu'il ne pouvait pas le faire. (A bas! à bas!) Je demandais ce que c'est que le socialisme. (A la porte!) Vous ne le savez pas, sans doute, plus que moi. (Huées.) Mais vous refusez de m'entendre sur ce point... (Ouil ouil!) Eh bien! je m'en vais parler des candidats du conclave. (Non! non! tumulte. Le silence ne se rétablit qu'avec peine.) Je parlerai de M. de Flotte. Il a été sur les barricades : ce n'est pas un vrai républicain. (Clameurs.) Vidal, c'est le secrétaire du fameux Louis Blanc. (A la porte!) Carnot n'a rien fait au ministère. C'est un esprit impuissant... »

Ici le tumulte est devenu si terrible, que l'orateur a quitté la tribune.

Aux applaudissements de l'auditoire, le citoyen Laissac y est monté : c'est un ex-constituant, un ancien procureur général. Il accuse l'orateur de chercher à *tromper le peuple*. (Bravos.) « Le citoyen Joly a dû répondre victorieusement, dit-il, ou, s'il ne l'a pas fait, c'est qu'il ne l'a pas voulu. » La raison est admirable!

Un ouvrier chargeur succède au citoyen Laissac. Il balbutie, il hésite, enfin il parle. Mais ses paroles

sont si incohérentes, que le président lui demande pourquoi il est à la tribune. — « Ma foi, répond l'orateur, je vous dirai franchement pourquoi : j'ai parié *huit demi-tasses* de parler devant vous. J'ai gagné, et je m'en vais. »

Après cet incident, un citoyen se présente : c'est un commerçant justement estimé de la commune. Mais, dès les premiers mots, il soulève une violente tempête. Il est venu soutenir les candidats de l'*Union*. Il explique en bons termes les titres des trois candidats de l'ordre à la confiance des électeurs. Mais autour de lui éclate le vacarme : on siffle, on hurle, on chante, on crie : *Des lampions ! des lampions !* L'orateur est contraint de renoncer à la parole.

Des émotions plus douces nous attendent à Montrouge. L'événement du jour, ç'a été le discours prononcé par une *citoyenne*. Je ne sais si cette citoyenne a fait partie du célèbre bataillon des Vésuviennes ; elle a une tenue et une voix tout à fait militaires. Elle s'est adressée aux *citoyens*, ou plutôt aux *citoyennes*, comme elle a dit, pour leur demander *si elles sentaient remuer dans leurs flancs l'amour de la patrie*. Elle a ensuite raconté l'histoire plus ou moins apocryphe d'une petite fille riche qui voulait jouer au ballon avec un petit garçon pauvre, et qui en a été empêchée par sa bonne. Berquin racontait mieux et inspirait de meilleurs sentiments.

A Belleville, la réunion socialiste avait encore choisi pour asile les salons de Dénoyer. La séance n'a été rien moins que gaie. Un orateur a raconté qu'en

France il y a pour le moins cinq millions de mendiants. Ce chiffre est un peu exagéré. Un citoyen qui s'est décerné le titre de *travailleur de la pensée* en a conclu qu'il était temps de faire éclore *un nouveau monde*. Le citoyen Savoye a loué les *meetings français* au détriment des *meetings anglais*. Dans ces derniers, on jette des *trognons de choux*, au dire du citoyen Savoye. Espérons ce progrès pour la fois prochaine. Le citoyen Joly père a vanté le républicanisme des Parisiens et des habitants de Saint-Denis ; il en a révélé la raison : à Paris, on chasse les rois ; à Saint-Denis, on les enterre. Le citoyen Joly a promis l'établissement du socialisme quand on en aura trouvé une formule nette, applicable et pratique. Ah ! citoyen Joly, vous nous rassurez : on attendra longtemps.

Une scène curieuse doit être signalée. Aux Batignolles, dans un *meeting* socialiste, on apprend que les habitants de Clichy viennent de se réunir pour délibérer sur les élections. On propose de leur envoyer une députation ; la motion est adoptée avec enthousiasme. Cinq délégués sont nommés ; ils partent pour Clichy. La séance continue. Au bout de deux heures, les délégués reparaissent, l'œil morne et *portant bas l'oreille*. On les interroge : ils s'expliquent. A Clichy, ils ont trouvé une foule d'ouvriers rassemblés sous la présidence du maire. Les délégués ont fait connaître l'objet de leur mission ; l'auditoire a refusé de les écouter ; on a voulu les mettre à la porte. Effrayés, ils ont invoqué la protection du maire, qui leur a donné une escorte afin qu'ils pussent re-

gagner sains et saufs les Batignolles. Quelle belle ambassade!

A la salle Molière, après avoir invité les fumeurs à quitter leurs pipes, le président a protesté contre la présence du commissaire de police. Un orateur a prétendu que toutes les monarchies avaient fait banqueroute; la République seule est *in bonis*. Un autre a demandé qu'on *étranglât l'aigle qui convoitait la Constitution*. Un Montagnard, le citoyen Sauteyra, a déclamé contre l'institution de la présidence, et a insinué que l'Assemblée devrait choisir pour modèle les réunions socialistes.

Au quartier Popincourt, deux Montagnards ont parlé. Le citoyen Combier a appelé les journaux de l'ordre *les vidanges de la réaction*. Le citoyen Agricoll Perdiguier a déclaré que deux ans de république étaient plus profitables au peuple qu'un siècle de monarchie. Il a beaucoup vanté ensuite Socrate, Démosthènes, Platon, Praxitèle, Cicéron et Virgile. Ce ne sont pas, si je ne me trompe, des candidats socialistes. L'abbé Chantôme a prêché sur la patience. C'était opportun, car il a été bien long.

Dans la *meeting* de la Chapelle, un orateur a prétendu « que, dans l'élection du 10 mars, le socialisme dicterait des lois à l'univers. » Un autre citoyen a confessé qu'il avait eu tort de parler à la réunion précédente. J'étais ivre, a-t-il dit pour son excuse. Il a demandé qu'on votât pour la *trinité démocratique*.

Telles ont été les dernières réunions du parti socialiste. Avant de clore ma lettre, je consulte mes

notes et j'y trouve quelques traits de mœurs. J'en recueille au hasard deux ou trois.

Un orateur monte à la tribune et veut parler. Dès les premiers mots qu'il prononce, une voix s'élève, aiguë, perçante, et lui crie : « Le paletot ! le paletot... » Le président fait faire silence ; l'orateur, visiblement ému, veut continuer ; mais la voix se fait entendre plus impérieuse, plus obstinée : « Le paletot ! le paletot ! » — Que veut dire ceci ? dit le président à l'orateur, qui perd contenance ; de quel paletot s'agit-il ? expliquez-vous. — Eh bien ! reprend l'orateur, qui a recouvré toute son assurance, je sais de quoi il s'agit. C'est vrai, j'ai emprunté à un de mes amis son paletot ; j'ai eu besoin d'argent, je l'ai mis au mont-de-piété ; on m'a condamné. Et après ? — L'orateur a reçu, dans la commune, le sobriquet de *l'homme au paletot*.

Un citoyen se présente pour briguer les honneurs de la délégation. C'est un pharmacien. Son discours est bien accueilli, mais quelques-uns des auditeurs demandent à l'interpeller. Celui-ci lui reproche d'exploiter les démocrates en vendant ses drogues trop cher ; celui-là se plaint d'avoir essuyé un refus quand il lui a demandé d'acheter à crédit. Un autre formule un grief encore plus sérieux : le candidat a parlé légèrement des vertus du camphre et de l'eau sédative. Il est en froid avec le citoyen Raspail. Sous ce déluge de récriminations, le pauvre pharmacien courbe la tête, et demande qu'on examine sa conduite. Une enquête est ordonnée. A la séance prochaine, on en fait connaître les résultats : il n'y a rien contre lui. Tout

trionphant, le pharmacien reparle de sa candidature : il est hué.

Un *meeting* préparatoire s'est réuni dans un cabaret, dans le salon du premier étage. Au début de la séance, un grand tumulte s'élève au bureau. Le président et le vice-président s'interpellent, se menacent, échangent de vives paroles. L'auditoire écoute avec toutes ses oreilles ; le vice-président l'emporte par la puissance de la voix, il domine le vacarme. « Suivez-moi, crie-t-il à ses partisans, nous irons dans le jardin. » Il se dirige vers la porte, entraînant après lui presque tout l'auditoire. « Ne l'écoutez pas, s'écrie à son tour le président. Demeurez ici avec moi. » L'auditoire reste un instant en suspens. Enfin il se divise ; le grand nombre suit le vice-président et descend dans le jardin. Un noyau de fidèles reste avec le président dans le salon du premier étage. Le président, furieux, court à la fenêtre, s'y place comme à une tribune improvisée, et interpelle le vice-président, installé dans le jardin avec ses adhérents. Ce dernier riposte non moins aigrement. Alors s'engage un de ces colloques comme on en trouve dans les pièces du vieux répertoire. Le président a été maire du 12^e arrondissement sous le gouvernement provisoire, le vice-président était son adjoint. « Vous avez dilapidé les fonds de la mairie, crie l'ex-adjoint. — Vous êtes un fourbe et un calomniateur, répond l'ex-maire. — Vous êtes un despote, vous, un jésuite. »

Eh ! messieurs ! que prétendez-vous faire ?

Le colloque dura tant et si bien, que cette curieuse

aventure viendra se dénouer devant la police correctionnelle dans deux procès intentés l'une à l'autre, et *vice versa*, par les parties belligérantes. *Sub judice lis est*.

J'ai terminé ma tâche ; permettez-moi de vous dire en quelques mots ce que je pense de l'état du socialisme, d'après ce que m'ont appris les réunions électorales.

Le socialisme, quoi qu'on en puisse dire, est en décadence. Il a recruté des partisans, soit ! mais il en a perdu ailleurs. C'est un flux et un reflux. S'il gagne sur un rivage, il en abandonne un autre. D'ailleurs il n'excite plus cette ferveur, cet enthousiasme qu'il avait inspiré à ses adeptes le lendemain de Février, alors que tout était espérance et illusion. L'enseignement du Luxembourg est jugé ; l'Icarie a montré le néant du communisme ; la *Banque du Peuple* a initié à la valeur des idées pratiques de M. Proudhon. Nul ne songe à mettre en œuvre le *Circulus* et la *Triade* de M. Pierre Leroux. Le phalanstère a abdiqué ses propres opinions pour adopter celles d'autrui. Le socialisme, comme doctrine, comme formule, n'existe plus. Il s'était incarné dans plusieurs théories. L'expérience les a fait évanouir.

Reste le parti. A défaut de drapeau, il y a une armée. Cette armée a reçu dans ses rangs tous les conspirateurs émérites, y compris ceux qui étaient devenus des hommes d'ordre quand ils étaient du pouvoir, et qui sont retournés à leurs vieilles habitudes. Quelle que soit l'époque de l'enrôlement, les soldats de cette armée, hostiles les uns aux autres, se jalousant, se

détestant, prêts à combattre entre eux le jour même de la victoire, s'entendent à merveille dès qu'il s'agit de détruire. La société est la citadelle qu'ils veulent prendre. Elle a fermé ses portes. Mais ils sont là tous à l'épier, à la convoiter, à l'assiéger, pour l'enlever par ruse ou par force, tantôt doucereux et perfides, tantôt menaçants ou fanfarons. Il ne serait pas bon que les sentinelles s'endormissent ou qu'on baissât par mégarde le pont-levis.

Cette situation donne une grande importance aux réunions socialistes. On y a vu les chefs, on y a vu la milice du parti. Les chefs, on les connaît par leurs actes. La milice, c'est la foule d'émeutiers endurcis et de dupes crédules qui suivaient avidement les *meetings* rouges.

Les chefs, je n'en dirai qu'un mot. Il y a parmi eux des fanatiques et des habiles, pour nous servir d'un mot poli. Les premiers suivent la tradition de 93 : ce sont les Robespierre et les Saint-Just du temps, ombres rapetissées de ces grandeurs sinistres. Les habiles offrent plusieurs catégories. On y compte des hommes riches et sceptiques qui, comme Lepelletier de Saint-Fargeau, sont Jacobins pour ne pas être émigrés. On y trouve en plus grand nombre des *gens perdus de dettes*, des légistes sans clientèle, des médecins sans malades, des instituteurs révoqués, des agents d'affaires, des mécontents de tous les régimes et de tous les temps. On y rencontre enfin des raisonneurs très-froids et très-fins, qui ont le secret de vivre aux dépens du prochain, depuis tantôt deux années, dans

les fonctions publiques, par les banquets, par les souscriptions patriotiques, par les cotisations volontaires. Dans ce parti qui doit mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, on n'a jamais songé, et pour cause, à faire cesser l'exploitation du conspirateur par les chefs de parti.

La milice, ai-je dit, comprend des émeutiers endurcis et des dupes crédules. Les uns forment le *caput mortuum* du parti anarchique : ils ont fait connaissances avec toutes les prisons, ils ont remué tous les pavés, et plusieurs d'entre eux s'entendent avec la police. Les autres sont de braves ouvriers égarés par des mensonges, exploités par les meneurs, taillables et corvéables à merci. Ceux-là se battent et meurent sur les barricades. Ceux-là payent surtout pour les journaux, pour la propagande, pour les détenus, pour les Polonais, pour les Romains, pour les Suisses, toujours : argent précieux, dîme prélevée sur le travail au détriment de la famille, denier de la veuve, obole de l'orphelin. Autant les premiers appellent la sévérité de la répression, autant les autres méritent la sollicitude du pouvoir et des bons citoyens. On les a trompés : éclairons-les. Ils souffrent : secourons-les. De bonnes paroles, un élan du cœur les ramènent et les sauvent. Eux-mêmes sentent qu'ils sont dans la dépendance, qu'on les aveugle, qu'on les entraîne. Tendons-leur la main, on les retrouvera bons, honnêtes, dévoués !

5017

335

1126C.F.Ø1

